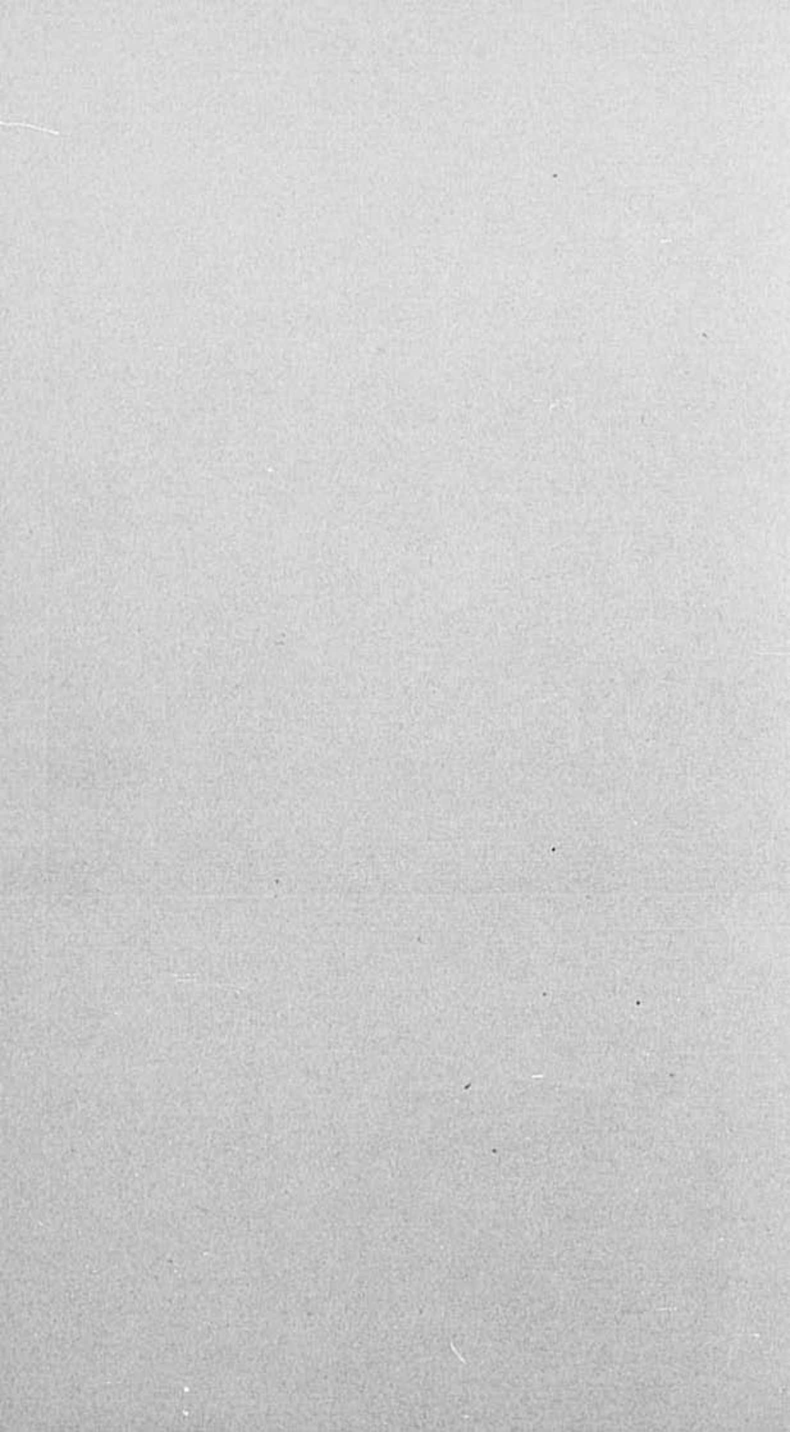
CITÉ LIBRE

NOVEMBRE 1953

SOMMAIRE

Volume III — 8 — 50 cents le numéro



Cité libre

Rédaction: 5230, avenue Byron, Montréal.
Administration: C.P. 10, Station Delorimier,
Montréal (34), Qué., Canada.

Volume III — 8 — Novembre 1953

L'élection fédérale du 10 août 1953: prodromes et conjectures.

Le déroulement de la guerre totale a contribué — plus qu'on ne le pense généralement — à la promotion des masses populaires.

On se rappelle évidemment qu'un mouvement d'émancipation nationale a suivi d'assez près la fin des hostilités, là où des peuples en tutelle avaient troqué une collaboration actuelle contre une promesse ou un espoir d'indépendance. Il suffit de penser à l'après-guerre en Afrique du Nord, au Proche-Orient, aux Indes, en Birmanie, en Indochine, en Indonésie . . .

Or, c'est un peu de la même manière que dans des Etats libres, il a fallu donner au peuple des gages authentiques de sa souveraineté afin d'assurer son embrigadement efficace dans la machine de guerre totale. Les gouvernements se sont soudain révélés d'une singulière attention pour le populo, et ils firent si bien que celui-ci finit par deviner la raison de tant de sollicitudes: c'était l'homme du peuple qui portait en définitive le poids des guerres, faisait la prospérité des nations, donnait la puissance aux dirigeants et l'autorité aux lois.

De la sorte l'idée de démocratie fit entre 1939 et 1945 (comme du reste entre 1914 et 1918) des progrès gigantesques dans toutes les parties du monde. En Europe, en Asie, des pouvoirs oligarchiques ou dictatoriaux tombèrent devant des gouvernements populaires. Et ailleurs, où la démocratie était déjà bien connue, elle fut désormais autrement comprise.

Les peuples glissèrent vers la gauche. On parla du "welfare state". Chaque gouvernement eut son plan Beveridge: les millions se dépenseraient dorénavant pour l'éducation, le logement, la santé du peuple. Trois pays du Commonwealth se donnèrent

des gouvernements travaillistes. Le socialisme consolida ses positions en Scandinavie, et progressa dans les principaux pays d'Europe occidentale. Des partis social-chrétiens y virent aussi le jour. Les Républicains furent aisément défaits aux Etats-Unis en 1944 et encore en 1948.

Mais le temps passa. Les classes possédantes, les détenteurs des moyens d'informations, ayant un besoin moins pressant de dévouer l'homme du peuple au salut de la nation, cessèrent de lui rappeler ses droits et sa toute-puissance. Ils commencèrent à lui laisser entendre que ses exigences insensées avaient provoqué l'inflation, et que les conflits industriels ne profitaient qu'aux démagogues. Des prestations sociales exagérées avaient augmenté le coût de la production, entraîné une balance défavorable des paiements internationaux, dévalorisé l'argent. Bref, les idées de gauche étaient à l'origine de tous les maux: à preuve l'URSS.

Cette propagande porta des fruits variés suivant la nature du sol. Dans des démocraties où la gauche avait des racines profondes et nombreuses, les masses populaires ne furent pas dupes de la propagande réactionnaire. Et si la droite se resserra davantage, le gouvernement élu resta à gauche, qu'il fût travailliste comme dans tous les pays scandinaves, ou coalitioniste comme aux Pays-Bas.

Toutefois, là où la gauche incluait un parti communiste solide, la nouvelle opinion publique obligea bien des socialistes à marquer leur identité propre en se déplaçant vers le centre. En conséquence, le socialisme se divisa comme en Italie ou devint impotent comme en France; mais le résultat fut le même: le pouvoir passa aux coalitions anti-communistes, c'est-à-dire en définitive bourgeoises.

Enfin, là où l'expérience de gauche avait été trop hésitante ou trop courte pour vraiment servir de preuve, il n'y eut qu'un noyau (plus ou moins gros) de vieux socialistes pour résister au glissement à droite: la conscience populaire était juste assez développée pour qu'y puisse réapparaître un vieux complexe d'infériorité. Le peuple se mit à douter de sa capacité politique. Il ne se rua pas sur la droite, mais s'inclina vers un centre d'équilibre traditionnel: tel le glissement discret des apprentis-marins vers le centre de la barque, dès qu'il s'élève un grain. En effet, le cas de désespoir excepté, une nouvelle expérience de la gauche n'est praticable qu'aux moments de grande lucidité populaire: celle-ci s'obnubilant sous l'effet d'un malaise, ou d'un sentiment d'insécurité exploité par la propagande, le peuple n'ose plus souffler, et porte au pouvoir les partis du statu quo, surtout s'ils peuvent

s'appuyer sur un chef qui figure la stabilité et l'autorité: Churchill, Adenauer, Eisenhower. Cela explique l'élection du centre-droite un peu partout en Europe (Allemagne, Belgique, notoirement), des Républicains aux Etats-Unis, des Conservateurs en Australie, Nouvelle-Zélande et Grande-Bretagne.

x x x

Les événements ne se sont pas déroulés autrement au Canada.

C'est pendant la guerre que le peuple canadien a pu prendre conscience de son importance et de sa force. Pour obtenir un effort de guerre maximum, le gouvernement dut se pencher sur le peuple avec beaucoup de sollicitude, et lui faire comprendre que la démocratie recherche le plus grand bien du plus grand nombre. Dès 1940, on légiféra sur l'assurance-chômage, et la même année le Québec reconnut le suffrage féminin. Deux ans plus tard, le fait du plébiscite prouva au peuple que le gouvernement hésitait à répudier effrontément ses promesses électorales. En 1943 le rapport Marsh sur la sécurité sociale parut, proposant monts et merveilles pour le bonheur de tous; et dès l'année suivante, les allocations familiales furent votées. Le gouvernement réduisit l'analphabétisme, enseigna des métiers, créa du travail, bâtit des maisons, laissa le syndicalisme prendre son essor, stabilisa les prix, et combla d'honneur les soldats.

Si bien qu'aux élections provinciales et fédérale de 1944-1945, un vent de gauche souffla sur le pays. (1) Le parti social-démocrate (CCF) prit le pouvoir au Saskatchewan avec quarante-sept députés sur cinquante-deux. Il devint l'opposition officielle au Manitoba, en Nouvelle-Ecosse, en Colombie, et en Ontario où ses 400,000 votes firent élire trente-quatre nouveaux députés (quatre de moins que le gouvernement conservateur). Il doubla son vote antérieur en Alberta, prenant 25% du total. Et son premier effort sérieux au Nouveau-Brunswick lui donna 14% du vote. Même au Québec, cette vague populaire se fit sentir, bien qu'elle prît une forme nationaliste plutôt que sociale. (Cette question a été traitée dans *Cité Libre,* déc. 1952, pp. 57-58 surtout. Rappelons ici qu'aux élections provinciales de 1944 le Bloc Po-

---

(1) Un phénomène identique s'était produit après la guerre de '14. Qu'on se souvienne du gouvernement ouvrier-agricole d'Ontario en 1919, des onze députés travaillistes (dont certains étaient encore en prison à la suite de la grève générale) au Manitoba en 1920, des neuf députés travaillistes de la Colombie et de la Nouvelle-Ecosse, du gouvernement agraire en Alberta en 1920 et des soixante-cinq députés "progressistes" aux élections fédérales de 1921.

pulaire obtint 15% du vote et le CCF 2.8%.) Quant aux élections fédérales de 1945, les socialistes y prirent 16% du vote national, ce qui leur donna trente et un parlementaires (comparé à huit après les élections de 1940). Les communistes atteignirent un sommet de 100,000 votes. Et l'impression serait plus juste encore si l'on songe que pour beaucoup d'électeurs le Crédit social était un parti radical, et que ce parti fit élire treize députés aux dites élections.

Mais la réaction d'après-guerre fut machinée au Canada comme ailleurs. L'"élite" invita le peuple à réfléchir sur la prospérité engendrée par la "free enterprise", sur la récession de 1948 causée par les exigences déraisonnables du peuple, sur le marxisme et ses répercussions internationales (affaire de l'espionnage au Canada, guerre en Corée).

Le malaise voulu se produisit. Le peuple se rendit en moins grand nombre aux polls en 1953 qu'en 1949 ou qu'en 1945. Et ceux qui votèrent cherchèrent d'abord la sécurité en se réfugiant au sein des deux partis traditionnels. Les "Autres", qui avaient recueilli 34% du vote aux élections fédérales de 1945, n'en eurent plus que 20% en 1949 et 21% en 1953. Le même phénomène se produisit dans la plupart des provinces. L'Ontario vit presque tous ses socialistes défaits aux urnes. Et dans le Québec, les "Autres" (que l'Union nationale et les Libéraux) passèrent de 22% du vote total en 1944 à 12% en 1948 et à 4% en 1952.

Pourquoi alors cette poussée de conservatisme n'a-t-elle pas porté le parti conservateur au pouvoir le 10 août dernier? Il faut d'abord noter qu'effectivement ce parti est le seul qui ait eu un plus fort pourcentage de votes en 1953 qu'en 1949. Mais les Libéraux, tout en perdant vingt-deux sièges parlementaires, gardèrent néanmoins la majorité pour deux raisons principales.

La première raison, c'est que le parti libéral s'est présenté à l'électorat comme le plus conservateur des partis en lice, et qu'il l'était en effet. Pendant que les Conservateurs proposaient un chambardement dans les relations fédérales-provinciales, un dégrèvement d'impôts, une mise à pied de fonctionnaires, et jusqu'à l'assurance-santé; pendant que le CCF revenait avec ses plans de sécurité sociale et d'économie dirigée, le parti libéral ne promit rien du tout et se présenta comme le parti du statu quo. C'est cette sûreté, cet immobilisme qui eut raison d'un électorat en proie à des doutes sur la compétence du peuple souverain. Il faut reconnaître du reste que Saint-Laurent campait parfaitement le personnage de grand-père, qui n'entraînerait jamais dans de folles aventures un peuple qui demandait seulement qu'on ne troublât point sa prospérité. (Ajoutons que ce conservatisme a naturelle-

ment eu encore plus de poids chez les militaires que chez les civils. Les Libéraux qui avaient gagné 48% du vote civil prirent 65% du vote militaire. Tous les autres partis payèrent par un recul leurs critiques de l'administration militaire lors de l'affaire Pétawawa.)

Mais il y a un deuxième facteur qui explique la victoire libérale de l'été dernier: les électeurs voient les élections fédérales un peu comme des courses où il importe surtout de miser sur le cheval gagnant. En effet, aux élections provinciales, les électeurs sont libres de se donner des gouvernements suivant leur génie propre; mais aux fédérales, ces mêmes électeurs doivent songer à se faire représenter au sein du parti éventuellement victorieux dans l'ensemble des provinces, sous peine d'être privés des raisins de la victoire. Et justement, parce que seul le parti de Saint-Laurent pouvait représenter une sorte de compromis ou de dénominateur commun entre toutes les tendances provinciales, on paria assez logiquement qu'il aurait une majorité de députés, et *à cause de cela* on lui donna beaucoup de votes qui autrement eussent servi à appuyer Conservateurs, Créditistes ou Socialistes.

Cette prévision se basait sur une série de déductions.

D'abord il était clair que le Québec voterait pour Saint-Laurent contre Drew. Non seulement à cause de la personnalité des deux chefs et de l'histoire de leurs partis, mais parce que les politiciens de carrière au Québec avaient tout à gagner de l'exploitation auprès des électeurs d'un mythe suivant lequel Duplessis assurerait notre autonomie provinciale, tandis que Saint-Laurent veillerait (et bien mieux que Drew) à nos intérêts confédéraux. Aussi bien, l'Union nationale refusa de prêter main forte aux Conservateurs et passa même son organisation aux Libéraux fédéraux, rendant ainsi à ces derniers la politesse reçue d'eux en 1952, lors de la course contre les Libéraux provinciaux.

De ce fait, les provinces libérales de Terre-Neuve, Ile du Prince-Edouard, Nouvelle-Ecosse et Manitoba, ne trouvèrent aucune raison de déplacer leur mise, et elles continuèrent de voter libéral au fédéral.

Dans les circonstances, les provinces conservatrices de Nouveau-Brunswick et Ontario trouvèrent prudent de "revirer capot", et donnèrent plus de votes aux Libéraux qu'aux Conservateurs. La nouvelle province créditiste de Colombie-Britannique vota aussi surtout libéral. Et seuls les vieux créditistes d'Alberta et les vieux socialistes de Saskatchewan restèrent fidèles à leurs idées et don-

nèrent la pluralité de leurs votes à leurs propres partis; les Libéraux toutefois se placèrent bons seconds.

x x x

De ces faits, on peut dégager un certain nombre de considérations.

Le Canada, comme la plupart des pays démocratiques, passe par une période de conservatisme, ou de consolidation des gains acquis.

Ce sentiment s'est exprimé par l'élection du parti libéral, qui seul s'est présenté comme le parti du statu quo.

L'identification actuelle du parti libéral avec le conservatisme n'a cependant pas eu pour effet de faire passer l'Opposition à gauche des Libéraux. Car l'extraordinaire souplesse de ces derniers leur a permis de représenter auprès des électeurs tantôt le changement et tantôt le statu quo, suivant les besoins. Ils continuent d'appliquer gaillardement le mot d'ordre connu: "Je suis leur chef, il faut bien que je les suive."

Mais tandis que d'une part l'appétit des électeurs pour le social a pu être tempéré par un certain nombre de réformes libérales, il survit toujours d'autre part un fort noyau de traditionalistes qui croient encore important de lutter contre le parti de Laurier, sa marine et sa réciprocité. En conséquence, le parti conservateur forme encore l'opposition officielle (et inefficace).

Mais un nombre grandissant d'électeurs de droite n'ont que faire de ces attaches historiques: à ceux-là il importe avant tout de protéger des intérêts acquis contre les menaces de la gauche. Ces gens sont amenés graduellement à fermer les rangs autour de celui des deux vieux partis qui a le plus de chance de survivre. Et c'est dans la mesure exacte où germent des idées nouvelles que le parti conservateur perd sa raison d'être. Il n'est plus qu'un vestige dans l'Ouest du pays: son élément le plus fanatique passe au Crédit social tandis que son élément plus raisonnable devient libéral. (1) Les mêmes électeurs qui ont élu des gouvernements crypto-conservateurs aux élections provinciales (Québec, Alberta, Colombie-Britannique), votent fortement libéral aux élections fédérales, comme ce fut aussi le cas dans la province conservatrice de Nouveau-Brunswick. Même l'Ontario, province conservatrice et qui a donné au parti conservateur fédéral 3/5 de ses députés

---

(1) Aux élections provinciales de 1953 en Colombie-Britannique, le Crédit social *augmenta* son pourcentage du vote total de 11% par rapport à l'année antérieure; les Libéraux *augmentèrent* de 1%; les Conservateurs *reculèrent* de 12%; le CCF et les autres ne bougèrent pas.

et 45% de ses votes lors de l'élection canadienne, n'a malgré tout enregistré que 759,000 votes conservateurs contre 863,000 libéraux.

Mais la submersion définitive du parti conservateur reste étroitement liée à l'émergence d'un parti socialiste. Et si le parti libéral fédéral tend depuis quelques élections à prendre figure de parti unique, cela dépend de ce que, par un jeu de bascule habile, il réussit à maintenir ses deux adversaires entre deux eaux. S'il est conservateur aujourd'hui, il ne s'en est pas moins donné pour socialisant en 1945, ce qui lui a permis d'amortir en grande partie la poussée radicale d'après-guerre. (Il avait bien retenu la leçon des années 1919-1926 durant lesquelles la gauche avait failli le détruire.)

Il reste donc à mesurer la force du radicalisme canadien. Il ne faut pas oublier que le CCF a connu ses premiers triomphes dans l'Ouest du pays, c'est-à-dire dans des provinces nouvelles et de composition ethnique hétérogène. Le gauchisme des années de guerre n'y heurta pas de traditions assez fortes pour empêcher l'élection d'un gouvernement socialiste au Saskatchewan en 1944. Ses réussites furent assez promptes et catégoriques pour que les provinces avoisinantes les connussent. L'Ouest forma en conséquence le seul noyau de résistance contre le glissement à droite qui détermina le sort des récentes élections fédérales. Et c'est surtout grâce à cela que le CCF, qui n'avait que treize députés fédéraux en 1949, en a fait élire vingt-trois en 1953. (Si d'autre part son pourcentage du vote populaire a baissé de 1½%, cela s'explique en partie par le fait qu'il y eut neuf candidats de moins à travers le pays.) Mais c'est un fait qu'à l'est du Manitoba, ce parti n'a fait élire que deux députés. Visiblement la social-démocratie n'est pas encore assez connue pour que des provinces traditionalistes se croient justifiées d'en faire l'essai, à froid, et au beau milieu d'une ère de prospérité. Peut-on dire malgré tout que la gauche a un avenir au Canada?

Il est clair que si l'économie canadienne était frappée d'une crise grave, il se produirait des bouleversements sociaux ruineux pour les vieux partis. Mais mettons les choses au mieux: souhaitons que les nouvelles techniques de stabilisation macro-économique et que la compétence de notre fonctionnariat fédéral nous éviteraient pareille cause de chambardement. Il resterait que les socialistes canadiens n'ont guère à fonder d'espoir sur le résultat

des dernières élections fédérales. Bien sûr, elles ont démontré que l'idée de gauche une fois connue ne meurt pas. Mais quelles sont les chances pour que cette idée soit connue et se répande dans le centre et dans l'est du pays?

Il est certain que plus on s'éloigne de la Saskatchewan, plus il devient difficile de juger de son expérience socialiste: les détenteurs des moyens d'informations se gardent bien de nous renseigner. Mais en Ontario, le CCF était connu, il avait presque goûté à la victoire, et pourtant il a eu moins de votes en 1953 qu'en 1949. Il faut sans doute reconnaître que la date de l'élection a joué plus contre le CCF que contre les autres partis, puisqu'elle tombait pendant la période des vacances industrielles. (Une enquête du *Telegram* de Toronto, trois jours avant le vote, indiquait que 23% des Torontois seraient absents le jour du scrutin, et que 54% des absents auraient voté CCF.) Il semble néanmoins que le progrès du socialisme dans cette province dépend d'une plus grande prise de conscience par la classe ouvrière de sa force démocratique. Cela pourrait bien arriver lorsque le taux d'augmentation de productivité, et le resserrement des marchés et des prix ne permettront plus aux entrepreneurs d'augmenter en même temps et les salaires et les profits: alors les parties en cause voudront prendre le gouvernement comme arbitre et pour cela elles songeront à en élire un à leur goût. Sous ce rapport, les grèves du nord de l'Ontario sont un signe des temps.

Les mêmes causes auront les mêmes effets dans les secteurs industrialisés des provinces maritimes. C'est d'ailleurs ce qui explique déjà l'emprise du CCF sur les mineurs de la Nouvelle-Ecosse. Mais ces provinces sont presque aussi farouchement autonomistes que Québec. Et le socialisme pour s'y implanter devra s'y faire provincialiste. Fait paradoxal, il n'y réussira peut-être pas avant d'avoir entamé le Québec: ce serait son plus sûr témoignage.

Sur le Québec alors, le CCF peut-il fonder quelque espoir? Après avoir pris 2.8% du vote en 1944, il est tombé à 0.5% en 1948, puis a passé à 1.1% en 1949, à 1.1% en 1952, et à 1.6% en 1953. Quantités négligeables, même pas de quoi faire un noyau. Les Canadiens français sont fidèles à leur histoire. Ils n'auraient jamais été du parti Conservateur, n'eût été Cartier; ni du parti Libéral, n'eût été Laurier, Lapointe et Saint-Laurent. Ils n'ont jamais vraiment adhéré à un parti canadien; ils se sont alliés plutôt (et pour des motifs bien à eux) à des partis dont ils formaient une aile semi-détachable.

Le CCF n'existe pas au Québec parce qu'il n'y existe pas de radicalisme canadien-français. Naîtra-t-il jamais? Y a-t-il ici des forces disponibles, dont la jonction pourrait engendrer un parti radical (peu importe son nom) qui au Parlement se situerait tout près des socialistes anglo-canadiens?

Justement, au Québec, les nationaux sont singulièrement absents de la scène politique contemporaine, de même que les sociaux. Leur double silence était notoire durant la dernière campagne électorale. *Le Devoir* (8 août 1953) a recommandé aux électeurs de donner une opposition à Saint-Laurent, mais il ne disait pas laquelle. Le journal *le Travail* (7 août 1953) émit quelques souhaits pieux pour que les ouvriers remplissent bien leur fonction d'électeurs, mais il ne précisait pas comment. Il existe présentement un vacuum politique que remplit à peu près le parti Libéral (encore que le nombre de québécois qui ont exercé leur droit de vote est allé en diminuant depuis 1948-1949). Mais ce parti du statut quo sera bientôt impuissant à résoudre par ses tours d'équilibrisme le drame qui se noue présentement entre une masse prolétarienne qui s'organise pour prendre une plus large part du bien commun, et des groupes privilégiés qui ne consentiront pas inlassablement à restreindre le champ de leur domination économique.

Car le glissement actuel des démocraties vers la droite produira des chocs en retour, ici comme ailleurs, et peut-être ici plus vite qu'aillleurs, étant donné le travail d'éducation remarquable du syndicalisme. Il faudra alors prendre parti. Les sociaux sont du côté du nombre, mais faute de traditions ils sont incapables de trad[illegible] constitutionnellement cette force en lois. Les nationaux sont d[illegible]té de la fidélité, mais faute de sens révolutionnaire, ils ne sa[illegible] pas faire le pont entre le passé et l'avenir. Séparément, ils so[illegible] impuissants à combler le vacuum politique, et ils regardent le peuple aller à la dérive, en attendant d'être eux-mêmes happés, qui de gauche et qui de droite, par les maëlstroms du communisme et du fascisme.

J'aimerais que les nationaux et les sociaux tentent de dresser un programme concret d'action politique. (1) Je ne parle évidemment pas des aventuriers qui font de la politique un jeu, mais

---

(1) Voyez sur ce sujet de très intéressants articles d'André Laurendeau (*Le Devoir*, 14 août 1953), de Léopold Richer (*Notre Temps*, 29 août 1953) et de Jean-Marc Léger (*L'Action nationale*, sept. 1953).

des hommes sincères qui portent dans leur coeur *le poids des injustices sociales et nationales*. J'aimerais par exemple les voir discutant ensemble du problème de l'exploitation des ressources nationales au profit de la nation. Ils seraient peut-être étonnés de voir à quel point leurs idéaux peuvent s'épouser, et combien convergeants devraient être leurs moyens d'agir.

Je ne m'illusionne nullement sur les chances de réussite. Mais n'est-ce pas la leçon du 10 août 1953 qu'il est d'une extrême urgence de tenter la confrontation?

Pierre Elliott TRUDEAU

Critique de notre psychologie de l'action

Notre action manque d'ambition. Nous n'avons guère le sens de la force, ni celui de la victoire. Nous ne concevons de projets qu'en fonction de gains fragmentaires possibles. Nous ne concevons pas de destinée politique accomplie, d'ordre nouveau instauré; notre volonté porte peu et en général nous la faisons taire. Nous sommes en méfiance de nous-mêmes et enclins à appréhender les mouvements populaires. Cela mesure assez bien la taille de nos hommes d'action.

Vaincus, trop incertains de notre destinée, minorité, nous avons contracté le pli de ne pas aller au bout de notre volonté. Nos hommes d'action ne vont pas au bout de leurs idées. Le peuple ne connaît pas sa volonté, et ses chefs (j'entends même ceux qui lui veulent tout le bien) ne le mettent pas en demeure de l'appliquer. Timides dans le social, timides dans le national, nous sommes ballottés par les puissances en autorité.

C'est un truisme de dire que la violence publique n'existe pas dans notre province et il est d'observation courante qu'elle est fort mal prisée, mésestime d'ailleurs entretenue par les intéressés: politiciens, intellectuels d'un certain âge, hommes d'argent, etc...

Cette subordination politique massive de notre peuple par ses chefs, cette méconnaissance de l'élément peuple forgeur de destin politique, sont remarquables; peu de peuples, peut-être, sont regardés, par ceux des leurs qui pensent à eux, pour le mal comme pour le bien, avec autant de distance et de supériorité pastorale. Nous demeurons sans guère d'emploi politique réel. Peuple sans guère de destinée et dirigé par des hommes de peu de passion. Peuple qu'on a si particulièrement pour principe de ne pas agiter. Chose d'autocrates médiocres et qui règnent à distance, chose abandonnée à elle-même ou qu'on déplace sans heurt quand elle nuit aux affaires. Gouvernements imbéciles ou canailles, d'une part, chefs platoniques et sans vaillance de l'autre, tous le laissent à son inertie et à l'incertitude ou à la timidité de ses idées politiques.

Cette situation populaire doit être assez rare. Elle résulte pour une part du fait que la politique de notre peuple se fai-

sait jadis en haut-lieu, comme il convient pour une petite masse d'hommes sans guère de puissance propre, toujours à la merci du vainqueur et qui compte sur la diplomatie de son élite pour obtenir un avenir quelconque. Un tel peuple n'a pas de destin propre; il n'a que celui qu'il parvient à se garder grâce à l'intervention de ses députés et il a tout intérêt à être docile, à conserver une psychologie proprement paroissiale. Notre peuple a remis la responsabilité de sa destinée à ceux qui étaient plus en mesure que lui d'agir efficacement. Il a renoncé à diriger, à créer, à décider, à assumer: trait national, et dont les politiciens tirent d'énormes avantages, sous le masque d'un feint respect envers l'autorité. (1)

Mais cette dépossession, bien qu'elle fût nécessaire, était dangereuse, car elle donnait la formule même de l'impuissance politique pour un temps où les conditions seraient changées. Le peuple canadien-français dépend politiquement d'une initiative versée en des mains qui aujourd'hui n'existent plus et n'ont pas été remplacées; où les remplaçants, du reste, ne pourraient plus jouer le rôle d'autrefois, car la formule n'aurait plus le même usage. Le peuple s'est désinvesti de sa puissance en faveur de la politique; et la politique, qui jadis le sauvait, aujourd'hui le perd.

Ce peuple, donc, est aujourd'hui victime d'un certain pli d'obéissance et de désintéressement de ses propres affaires, en regard d'une élite devenue à peu près immobile. Peuple à élite trop souveraine, en un sens; peuple formé pour une docilité ou une passivité dont le rôle devient de plus en plus inexplicable. Il faut le répéter: nos chefs ne sont pas de vrais chefs, mais des plénipotentiaires ou des directeurs de conscience qui continuent à jouer le rôle d'éclaireurs impuissants d'une masse vouée au destin que les brassements historiques lui réservent.

Quand le peuple s'en remettait de sa destinée à des hommes qui étaient autant ses diplomates que ses chefs, du temps de Lafontaine, par exemple, au moins l'élite faisait corps avec le peuple, et ce dernier pouvait — et devait — se passer d'agir politiquement avec sa force, avec sa masse. Depuis 1867, le système est resté, mais les députés, l'élite n'ont plus une âme commune avec le peuple, lequel, ignorant de la politique et tout embarrassé de traditions historiques qui lui faisaient tenir ses

---

(1) Je distinguerai plus loin l'action ouvrière, qui donne des indices d'une renaissance et qui, semble-t-il, existe à partir d'une rupture avec cet état de choses.

politiciens pour ses défenseurs, a donné à fond dans un système de dupes, qui semble avoir désorienté pour longtemps l'aimantation naturelle de la volonté populaire. La ferveur électorale, chez nous, est un signe de cette illusion.

La forme politique britannique favorisait l'utilisation de cet élément d'inertie qui a, dès avant notre siècle, commencé de jouer à la faveur de la succession alternée des partis et d'une politique fictive. Elément mécanique utilisé à merveille contre un peuple peu accoutumé à la critique et assez ménagé par un pouvoir non-ouvertement tyrannique pour ne pas se rebeller, ni même secouer des apparences trop rassurantes. Bon outil d'asservissement politique que cet instrument britannique qui pendant plus de quatre-vingts ans a fait jouer à vide nos énergies politiques, dans un contexte de consécration assurée de nos droits.

Le peuple a quitté une condition où ses énergies politiques n'étaient pas employées, pour une condition où l'on ne fait pas appel à ses énergies politiques (1). Tel fut en gros, pour nous, le passage du 19e au 20e siècle.

Le peuple a pris chez nous des habitudes et une mentalité politiques ordonnées à un but insuffisant, mais essentiel dans son cas: conserver son existence nationale. Ce fut dans des conditions telles que sa faiblesse s'en trouvait comme consacrée.

Notre idéal de survivance forme un palier idéologique trop commode, qui sert de support à des pensées trop communes et trop lâches. Cet idéal est donné, il est sûr et ne demande pas beaucoup d'imagination. Il est généralement si bien admis qu'on ne se laisse guère entraîner ailleurs, du moins en principe. Palier commode, cause louable, but à la fois si naturel et qui demande si peu d'ardeur, que le peuple, aux yeux de qui, par tradition, l'on fait passer cet idéal pour primordial et à qui l'on n'en fournit point d'autres, cédera fatalement à la facilité historique de se reposer devant le seul qu'il a appris qu'il doit atteindre (2). Cet idéal devient, est devenu, insensiblement, l'occa-

---

(1) Signe de redressement: L'action de la C.T.C.C. et du C.C.T. aux dernières élections générales provinciales. Cette action, excellemment menée, s'inscrivait contre toute une période.

(2) L'inertie populaire qui en est résultée a profondément déprimé notre conscience politique; si bien qu'avant les dernières élections provinciales, nous nous demandions toujours, sans trop nous en rendre compte, si le peuple peut avoir prise sur son destin politique. Trop de problèmes étaient restés sans solution depuis trente ou quarante ans: nous n'avions plus d'intelligence politique; toute pensée politique nous paraissait vaine.

sion et la garantie de notre paresse idéologique et de notre inertie politique.

Nous parlions plus haut de l'instrument britannique d'asservissement politique, la forme parlementaire. Je tiens que notre idéal nous a tout autant desservis. Je ne sais si ce fut le plus souvent d'une manière perfide, mais cet idéal même fut mis à profit par maints intéressés; il fut nuisible en ce qu'il précipita, toujours dans son sens propre, notre pensée politique, à laquelle, au lieu d'une valeur, il offrait en aliment un lieu-commun; au lieu d'une idée-force, un idéal blanc.

Cet idéal est un piège; il fournit le noble lieu-commun qu'il faut pour tenir un peuple en laisse. (Un quotidien comme *la Presse*, et tout ce qui lui ressemble — et bien des choses, chez nous, lui ressemblent! — ont pu faire le plus funeste usage des mythes inoffensifs.) Le mobile qu'il proposait à notre zèle avait le malencontreux défaut de se rapporter à notre survivance, c'est-à-dire à quelque chose qui se faisait sans nous, qui se faisait presque seul. Ce n'était pas très formateur pour l'action... Déjà nous étions un peuple, et l'on nous proposait de le devenir. Nous nous sentions assez peu menacés, quoi qu'on dise; aussi cela donnait-il à certaines ligues et à certains mouvements patriotiques une allure puérile. Ou plutôt, si nous étions menacés, c'était par des forces immenses, corruptrices de notre génie national, des forces extérieures, aussi subtiles que redoutables, auxquelles notre peu d'esprit conquérant, l'atténuation de notre vitalité spirituelle, donnaient des armes de surcroît. Contre ces forces, nous ne pouvions d'ailleurs que peu.

Quand c'est un lieu-commun et non une mystique que l'on se passe les uns aux autres, quand la prétendue mystique (qui dans notre cas était pour une large part de nature politique et à laquelle auraient par conséquent dû correspondre des nécessités impérieuses et exaltantes) envahit, de par l'importance théorique, abstraite, de ses thèmes, le champ des consciences droites, alors elle les fait siennes. Mais comme elle manque en grande partie de réalité, c'est pour leur déchéance et leur efféminement. Comme idée politique, elle manquait de réalité; comme idéal, elle manquait de valeur.

Ce mythe occupait abusivement les pensées, et les ressources créatrices de l'élite se trouvaient canalisées par une tradition plus ou moins contraignante, mais très étroitement gardée, qui conduisait toujours au même terme. Là, l'esprit trouvait le vide, et l'homme en quête d'inspirations enlevantes débouchait dans un désert. Depuis longtemps, la pensée est comme obsédée par ce lieu-commun, d'autant que la pensée,

chez nous, est rare et impersonnelle. D'où efflorescence de discours vains, d'associations inutiles, étoitesse des idées et pénurie d'oeuvres réelles, inertie, corruption morale, pauvreté, crainte des mots et des idées, habitude de masquer la vérité, emprisonnement de la jeunesse dans des vues sans ressort de conquête. Il aurait fallu un effort d'imagination et d'analyse pour nous apercevoir que notre idéal, proposé comme mot d'ordre, menaçait d'affadissement toute la pensée de notre peuple.

Il est instructif de voir que les politiciens ont reproduit le patron philosophico-moral que nous tentons d'analyser ici. Ils l'ont fait d'une manière qui ne permet guère de doutes sur les dangers de notre nationalisme; ils en ont accusé grossièrement certains effets. Gouvernement rétrograde, fermé au progrès social, aux idées nouvelles, antithèse du mouvement révolutionnaire universel moderne, tel est bien le gouvernement Duplessis. Or, ce dernier est aussi d'aveu nationaliste. En lui coïncident ces deux tendances: nationalisme marqué, claironné, adhésion étroite à l'idéal de survivance, et, d'autre part, ineptie rare, mépris autocratique du peuple, absence de sens révolutionnaire et d'intelligence des problèmes (1).

Cette coïncidence n'est pas un effet du hasard. Ce n'est pas par hasard que l'une et l'autre coexistent dans ce gouvernement, produit typique de notre culture; elles vont de pair et sont le fruit reconnaissable d'une philosophie dont la désuétude n'a d'égale que sa convenance profonde à l'esprit impersonnel et replié auquel notre peuple s'est conformé pour sa plus grande médiocrité.

(Des nationalistes, il faut naturellement excepter Bourassa, qui fut un homme terrible et qui alla fort au delà de la pensée de ses compatriotes. Il commandait à tous ce qu'ils devaient penser. Beaucoup se disent aujourd'hui ses disciples, mais à tort, car il représentait avant tout la puissance et l'indépendance d'esprit et de volonté, la revanche de la justice devenue forte — et le triomphe de l'individu sur une culture, ce qui n'est pas précisément commun à ses prétendus disciples.)

Nous n'allons pas au bout de notre volonté. Nous n'allons pas au bout de notre pensée. Quelle conduite adopterons-nous? Est-ce que le social constituera pour nous une occasion nouvelle de nous révéler inefficaces, timorés et comme arrêtés dans l'expectative optimiste d'un destin politique que nous n'aurions pas forcé?

---

(1) Il se caractérise de reste par l'inculture et un chauvinisme idiot, sans parler d'une hypocrisie bigote qui est un scandale de chrétienté.

Je ferais moins de cas de ces questions s'il ne s'agissait que de notre histoire nationale et si les traits observés ne se reproduisaient encore, parfois, à l'occasion de problèmes qui chez nous s'établissent aujourd'hui sur un plan universel, le plan social contemporain. La transformation sociale en puissance, que nous fait toucher du doigt le problème ouvrier, met en lumière, par contraste, les qualités politiques et culturelles qui nous ont tellement manqué. Une critique de notre psychologie de l'action serait peu importante, si le problème social ne faisait appel à des qualités et à une vigueur dont notre comportement a si souvent démontré chez nous la carence. Elle serait peu importante s'il n'était nécessaire de distinguer l'action ouvrière de tout ce que je m'efforce de marquer ici.

Optimisme et quiétude faussement mystiques, repos intempestivement mystique d'un peuple qui a l'amour du bien, mais à qui un certain matérialisme historique n'a pas enseigné les lois de la puissance dans leur rigueur d'ici-bas et qui attend de l'accomplissement d'une certaine destinée historique ou d'une mission hypothétique le développement de ce qui doit arriver pour son salut.

Il y a chez nous quelque chose de profond à briser, un cercle de famille à dénoncer; à vaincre, une inhibition de l'enthousiasme, de l'indépendance et de la force; à combattre, un déclassement de tout l'ordre temporel.

Les historiens, voire prétendus éveilleurs nationaux, ne le remarquent pas, ou du moins, s'ils gémissent de certaines lacunes, leur pensée, intégralement réactionnaire, ne pénètre pas les caractéristiques et les causes du phénomène dont ils se plaignent. C'est cela qui doit servir à les juger, car un examen même sommaire de notre mentalité indique clairement que la première chose à faire chez nous, c'est d'alerter la conscience nationale contre certaines infirmités spirituelles que nos maîtres ne font au contraire parfois qu'empirer. Ces derniers, hypnotisés sur les valeurs à sauver, omettent le principal danger à dénoncer, faute d'en pénétrer le sens. Comment ces maîtres ne perdent-ils pas leur crédit auprès de ceux qui sincèrement recherchent le bien public, voilà qui manifeste une fois de plus l'indigence de la pensée québécoise.

J'ignore si seulement l'on aperçoit, en certains milieux, une des grandes faiblesses de notre culture, défaut qui semble avoir atteint principalement l'élite bien-pensante. Inconscient parce que général, vraiment caractéristique, il contraste avec un relief surprenant quand on compare la mentalité qui le permet à celles qui règnent en France ou aux Etats-Unis, par exemple.

Nous avons volontiers sacrifié la vie ... Nous avons substitué à l'inquiétude de l'esprit un souci comme omnivalent de l'orthodoxie. Il existe chez nous une disposition aisément consentante à tenir la vie pour indifférente.

La vie ne semble pas avoir en nous d'exigences; elle en aurait sans doute, mais de bonne heure nous les avons étouffées. Ayant écarté la vie comme tentation, nous l'avons également écartée comme ferment de l'esprit. Nous nous sommes contentés d'une culture inanimée, pourvu qu'elle fût orthodoxe. En règle avec les préceptes, il ne nous vient pas que notre mode de culture est peut-être insuffisant. Notre possession de la lettre et d'un peu de l'esprit nous paraît équitable. Nous n'avons pas soupçon que peut-être la vie nous échappe. La vie ne nous remord pas même dans notre propre système, pour notre propre salut; nous n'avons pas même l'inquiétude et l'intelligence de notre propre esprit. Non seulement nous ne sommes pas des proies pour l'erreur, mais nous n'en sommes pas pour la vérité.

D'une manière générale, notre erreur morale a été de tuer le désir ...

Nous avons négligé, atténué, non seulement le désir des choses terrestres, mais aussi celui du surnaturel. Notre esprit religieux est de peu de désir. Le vrai désir des choses surnaturelles suppose une capacité, voire un danger, de leur préférer les nourritures terrestres. Or, on ne peut dire que nous bridions, que nous brimions notre désir; nous nous en retirons complètement. Ou, au contraire, nous abandonnons l'esprit religieux au profit de désirs d'ailleurs communs et quelconques, entretenus par les objets insignifiants autour desquels s'organise la vie américaine moderne.

Faibles de désir, ce travers a une conséquence politique évidente; c'est que, par une reprojection inopportune, sur le plan politique, de notre volonté, bien intentionnée certes, mais peu dynamique, le patriotisme, la politique, nous sont apparus comme des domaines nouveaux où transporter notre souci silhouettaire d'orthodoxie, notre décalque de justice personnelle et sociale; et nous avons plaqué une image anodine et réconfortante de notre idéal sur le fond des réalités vivantes, qui n'en ont guère été changées, comme on le sait.

Une telle psychologie explique dans une bonne mesure le fait que nous sommes arriérés en bien des domaines. Elle expliquerait notamment notre peu de goût pour l'action politique véritable.

Il est un autre souci d'orthodoxie: c'est un souci de confor-

mité relatif aux données du "bon sens"; il découle indirectement et illégitimement de l'honneur où nous tenons la vérité révélée et de l'humilité ou modestie où nous nous tenons nous-mêmes et nos idées personnelles à l'égard d'une norme vraisemblable et commune de vérité. Nous conférons au "bon sens" une valeur et un usage qu'il ne doit sans doute pas avoir, comme le démontrerait à rebours l'exemple de n'importe quel esprit créateur. Le "bon sens" a empiété chez nous sur l'imagination; la "mesure" a occupé abusivement le terrain propre de l'intuition conquérante et de l'esprit d'emportement. D'esprit analytique et de mentalité placide, nous sommes des contempteurs de l'imagination. Nous ne germons pas de révolutionnaires véritables. D'ailleurs, les projets que nous élaborons sont l'image de l'ordre parfait et peu offensif qui règne dans notre pensée, — qui y règne par décalque d'une vérité à caractère dogmatique. Nous déroulons devant nous l'ordre politique futur comme nous déplions sans difficulté les nappes parfaitement planes de nos pensées orthodoxes. Mais rien de grand ne se réalise, ni même n'est proposé. Nous sommes sans violence. Par une analogie profonde de notre mode de pensée et de notre mode d'action, le futur se réalise, croyons-nous pressentir, par une progression spontanée et suffisamment ordonnée, suffisamment probable ou plausible, assez indépendante de notre volonté et de notre personne, et fondamentalement nécessaire, selon le mode d'existence du bien souverain. Tout cela répond en effet, sur un plan impropre, à un ordre où l'on trouve les idées d'harmonie transcendante et de Providence. (1)

Nous avons foi dans le triomphe de la vérité et du bien, mais d'une manière puérile. Au fond, nous sommes optimistes, mais c'est à tort. Pour peu que nous utilisions comme critères, non seulement les dimensions de la grandeur et les mesures de l'imagination, mais les caractères d'une culture forte, nous découvrons chez nous une immobilité décourageante.

Ce portrait psychologique et moral correspond sans doute aux traits du nationalisme québécois. Nous y reconnaissons les figures les plus représentatives de l'école. Probité personnelle, mais modération à toute épreuve; parfaite philosophie formelle

---

(1) Est-il besoin d'ajouter, pour ceux que l'apparence la plus lointaine d'hétérodoxie effraie, que ces phrases ne mettent pas en cause l'influence de la religion authentique sur notre mentalité? Je parle seulement de la corruption de notre mentalité par des déformations de la fidélité religieuse ou par des transpositions illégitimes et dégradées dans le domaine temporel, de dispositions psychologiques qui ne peuvent avoir leurs pleines dimensions, leur usage et leur éclatante vérité que dans leur fonction religieuse.

ou superficielle, conformisme bien intentionné, docilité exacte, décalque du précepte, où est donc la violence? Où est la nature? Même ceux qui agissent n'agissent pas assez; même ceux qui veulent ne veulent point. O passion et autorité personnelle, il faut en appeler à la volonté de ceux qui peuvent vouloir!

Une des choses qui corrompent notre peuple, c'est la déchéance de l'esprit d'action dans l'élite, voire même dans les couches plus profondes du peuple. Et cette déchéance a quelque chose à voir avec une conception incomplète et insatisfaisante de la justice personnelle.

Nous ne construisons pas l'avenir. Ce que nous produisons, c'est une image, d'ailleurs idyllique, de l'avenir.

Dans l'ordre de l'esprit, nous croyons vivre un système philosophique, un système moral et religieux. Ce n'est souvent qu'une illusion, mais, quoi qu'il en soit, nous le croyons vivre. Ce n'est souvent qu'un rêve, mais ce songe se reporte en particulier sur le plan politique, où nous poursuivons cette sorte d'imagination qui consiste à concevoir le règne idéal des choses et à se figurer qu'on le sert. Notre politique n'est pas une politique; c'est une politique que nous croyons avoir, que nous croyons faire.

Notre politique n'est guère une politique; c'est plutôt la traduction d'une expérience purement philosophique (et d'une expérience philosophique de troisième ordre). C'est une expérience de pensants, une expérience de bien-pensants. C'est d'ailleurs ce qui donne au mouvement nationaliste sa patience illimitée, si ridicule quand il s'agit de politique: d'une pensée philosophique, on ne s'attend guère à voir se réaliser les termes. La patience nationaliste, dans notre pays, déclasse le mouvement politique qui s'en est laissé caractériser.

Il serait cependant ridicule de prétendre que les nationalistes n'utilisent pas de moyens politiques, qu'ils ne se donnent pas le change par de pseudo-entreprises, voire par des initiatives authentiques; mais le point à scruter, c'est leur intention profonde, voire inconsciente. Ce qui détermine chez eux le mouvement de pince par quoi l'on enserre un problème pour lui faire violence, est-ce une ardeur politique, ou au contraire, leur psychologie de l'action n'est-elle qu'une bâtarde psychologie de la pensée, et le problème précis auquel ils s'attaquent n'est-il que le problème philosophique en tant que représenté par la réalité politique fournissant une image sur laquelle exercer des intentions métaphysiques? Il est évident que s'il en est ainsi, l'incidence de leur attaque est différente de celle d'une authentique psychologie d'action.

Encore une fois, doit-on expliquer par là leur platonisme, leurs ridicules démissions ayant pour corollaire l'attente indéfinie des occasions propices, l'inspiration morose de leurs interventions, la volonté peu vengeresse de leurs accents, le peu d'inspiration et d'entreprise qu'ils tirent de la leçon historique de l'anti-capitalisme, et du spectacle de la révolution moderne?

Que le mouvement nationaliste ne se soit pas fait protagoniste et réunisseur impétueux des forces sociales nouvelles, cela indique en effet suffisamment que son inspiration n'était point politique au premier chef. Cela indique aussi qu'elle n'était pas vivante, qu'elle était sans violence de désir. Le mouvement nationaliste s'est avéré sans ampleur et sans gloire, sans autorité et sans destinée, parce qu'il n'obéissait point à la nature des choses.

Il est dommage que l'aile révolutionnaire se soit trouvée représentée chez nous par les nationalistes, car ils étaient et sont encore affectés des infirmités dont je tente ici la description; et dans la mesure où ils forment tête de pont sur notre avenir, ils sont la puissance diviseuse de ce qu'ils prétendent représenter. Ils représentent l'action sans l'engager, le combat sans le livrer. Ils étiolent l'inspiration proprement politique et laissent la jeunesse intérieurement partagée entre un sens révolutionnaire inemployé et une fidélité plus ou moins languissante à des principes sympathiques certes à toute droiture d'esprit mais liés à trop de facteurs d'impuissance. Combien de jeunes, débouchant dans la vie et cherchant une orientation politique, se sont trouvés dans une impasse parce que le nationalisme était sur leur chemin, les sollicitant et ne les sollicitant pas, voulant et ne voulant pas, révolutionnaire sans l'être. Ils recherchaient le bien politique. L'école nationaliste n'a pas favorisé l'éveil de leur énergie réalisatrice et ils se sont aperçus que, politiquement, elle ne les actuait pas. Elle ne favorisait pas leur sens de la conquête et ne promettait pas le pouvoir. C'est une faute grave, pour un parti politique, que de ne pas viser au pouvoir, et la faute n'est pas moins lourde, pour une école de pensée, que de ne pas promettre l'action.

Les autres partis, au moins, rejetaient aussi les principes. C'était une situation nette, et le sens révolutionnaire ne subissait point chez eux de dégradation. Ils étaient très américains: pragmatiques, et pour leurs fins, très agissants. Ils représentaient certainement une école politique, à défaut de beaucoup d'autres mérites peut-être; chose en quoi ils montraient une supériorité sur le parti nationaliste.

Nous versons tout naturellement dans l'esprit bourgeois. Il

est difficile de ne pas voir que le parti nationaliste est aujourd'hui l'un des aboutissements de la culture bourgeoise. L'esprit non-bourgeois arrive aux conceptions révolutionnaires ou hautement réalisatrices. Un certain contentement de conscience, trait nationaliste, est aussi un trait d'esprit bourgeois. Le parti nationaliste est l'aile honnête du parti bourgeois. Il ne s'oppose pas à lui irréductiblement. En bien des cas, le nationaliste s'accommode des valeurs et des institutions de l'ordre bourgeois. Le mouvement nationaliste est remarquablement peu messianique et peu réformateur. Il s'inscrit à l'aise dans une société où tout est à demeure. Il distribue sans doute généreusement la critique et la réprobation, mais n'empêche qu'il est chez lui dans une société conservatrice, parmi laquelle il évolue un peu comme s'exerce la conscience du paroissien moyen.

Le parti nationaliste n'est pas créateur d'institutions. Il est lui-même une institution et, comme tel, il n'est évidemment pas créateur.

L'école nationaliste, malgré les apparences, ne peut, comme elle le fait, parler au nom du peuple et de son histoire, car c'est historiquement qu'elle a failli. Elle est une des causes d'échec; elle ne peut donc, s'appuyant sur son passé, demeurant fidèle à certaine ligne par laquelle elle prétendait se recommander, jouer au guide du peuple.

Le nationalisme est trop nourri des pseudo-disciplines et des influences qui nous valent aujourd'hui une âme hésitante, négative, un abaissement de nos facultés créatrices et un engourdissement considérable par stagnation philosophique et dépersonnalisation de la pensée, il est trop soumis, dis-je, à ces influences, pour faire autre chose que d'entretenir notre infériorité.

Il existe chez nous une obstruction historique complexe, et, sur la route vers l'issue, on trouve l'école nationaliste, élément de cette obstruction. L'instrument de libération prétendu fait obstacle avec le reste. L'outil est imbriqué dans le mur. On conserve encore l'espoir d'utiliser un jour cet instrument, mais c'est une illusion. Il faut lui opposer des forces neuves et d'un esprit tout différent. Quelle est cette assemblée de prudents détenant de leur filiation politique du 19e siècle une espèce d'autorité en grande partie hors d'usage sur le peuple, une sorte de représentation comme légitime du populaire? Représentation dont la conséquence est claire: elle paralyse le peuple.

Une forme particulière finit par naître d'une condition toujours la même; la pensée, les moyens et les buts politiques finissent par se modeler sur l'esprit général et les conditions d'en-

semble qui nous environnent. L'école nationaliste a la philosophie, les projets et la volonté de ses échecs.

Le prestige de certains chefs et écrivains conservera pour longtemps encore à l'école nationaliste la qualité conférée à ses représentants par le consentement d'une certaine classe, il ne faut pas se faire d'illusion là-dessus; mais il convient de se le répéter: fixons un oeil dorénavant critique sur ceux qui de tout temps se prévalurent d'une certaine qualité de persona grata ou d'un titre de famille à l'amitié du peuple comme d'une recommandation impérissable.

Les chefs, l'élite, n'existent pas par la consécration des bien-pensants, ni un mouvement ne reçoit de légitimité par consécration immémoriale. Une certaine parenté du peuple et d'un mouvement politique n'existe pas. Le mouvement, on le juge, puis on le déclasse quand il n'est pas à la hauteur. Là où le parti nationaliste reçoit de l'honneur et de la fidélité, c'est là qu'il faut dorénavant lui servir du blâme et de l'ironie. Là où une médiocre fidélité à son égard l'en garantit, là il convient de lui porter un défi sous la forme d'un jugement auquel il ait à se mesurer, ce qui ne lui sera pas facile.

Couper la destinée du parti nationaliste me paraîtrait comme une indispensable opération de salut public, le signe d'une maturité enfin atteinte, le signal d'une nouvelle phase politique et le premier exemple d'une capacité nouvelle d'évolution, le premier exemple d'une facilité nouvelle de prise et d'abandon de positions idéologiques, faculté dont la signification serait chez nous considérable. Prendre parti contre les nationalistes par suite d'une sévérité critique me semblerait le début d'un nouveau stade et le passage à une liberté de jugement à laquelle correspondrait sûrement une nouvelle capacité d'action. Un grand refus de l'ornière nationaliste paraît une des premières conditions de toute acuité d'action dans notre province.

Quand un homme d'action ou un moraliste a constaté que notre peuple est "modéré", il croit avoir beaucoup dit; mais en réalité, c'est peu. Il a porté, sans le savoir, un jugement sur une culture, et non pas sur un caractère: cela va beaucoup plus loin. Il y a des pensées à exprimer, des décisions à prendre, une responsabilité à assumer, un combat moral à engager, si c'est la culture que l'on remet en question. Il y a même à changer ce caractère que l'on prétendait définir. Notre homme d'action et notre moraliste ne vont pas jusque là. Par exemple, ils ne vont pas jusqu'à faire une observation que je tiens pour cruciale: la tendance générale de notre pensée est de confirmer notre culture, non pas de la combattre. La légion de ceux qui, étant de

la famille, observent la maisonnée d'un oeil par trop ému, les patriotes, font, à notre sujet, de la littérature à l'eau de rose. Même les meilleurs. C'est un fait extraordinaire et profondément significatif, que nous tenions toujours sur nous-mêmes un discours de tout repos, alors que notre culture réclamerait, au contraire, pour recevoir justice, l'action critique la plus intense.

Notre patriotisme est le responsable d'un certain nombre de limitations, d'erreurs et de mauvais calculs, dont les résultats posent à notre génération de très sérieux problèmes de vie, de politique et d'inspiration. Ce n'est pas par hasard que nous le mettons en cause. Les chargés de patriotisme, exécuteurs testamentaires de notre histoire, qui gèrent par droit successoral l'héritage et les valeurs qui feront selon eux notre avenir, ont plus d'un compte à rendre. La seule fidélité est un titre sans valeur, et nous exigeons plus ou autre chose. Monsieur le chanoine Groulx parle d'une "crise de la fidélité française", mais ces mots indiquent bien mal l'état de la question, puisque la crise est pour beaucoup dans les fidèles eux-mêmes, et c'est une crise d'insuffisance, d'ailleurs générale. Nous applaudissons même à la carence de fidélité française si elle peut fournir l'occasion de dénoncer cette crise. Et elle la fournit; mais ce n'est pas pour accuser en nous l'infidélité, c'est pour démontrer l'évolution de l'histoire et l'insuffisance de notre tradition et de notre pensée classique.

Quant à nous, pour raisonner et pour vouloir, nous ne partons pas du fait français, ni de notre histoire. Nous partons de notre volonté de vivre; nous partons de l'engagement souhaité dans une oeuvre d'envergure et pleine de promesses. Cet engagement, nous le cherchons. Il ne nous paraît pas que le nationalisme nous ait fourni, depuis quarante ans, en son nom et pour son oeuvre propre, une occasion durable d'engager les forces de notre amour et de notre liberté (1). Y a-t-il une explication

---

(1) La lutte sociale universelle, née d'un effort infini d'adaptation aux conditions modernes, et qui englobe pour la bouleverser toute la réalité politique, toute la réalité économique, toutes les relations internationales, et pense enfin les choses à l'échelle du monde, fournit, elle, cela va sans dire, cette occasion. Mais précisément, le local, le national, en regard de cette oeuvre, ont une importance minime, provisoire, relative, surtout dans notre cas, d'avance précaire et voué plus immédiatement que tout autre aux effets historiques démesurés qu'engendrera l'époque. J'avoue ne pas comprendre ceux qui fixent leurs regards sur notre problème national, en présence d'un fait tel que le devenir économique et politique moderne; d'autant que nous, de la province de Québec, sommes au bord même d'une rupture sans exemple des normes historiques classiques.

historique à cette lacune? C'est probable; mais, précisément, cette explication serait d'un grave augure.

Nous rejetons nombre de faits historico-culturels à quoi ont abouti les motivations et les buts passés de notre action. Je ne sais quel bond historique est demandé de notre temps, particulièrement chez nous; mais nous tirerions peut-être une indication valable de cette réflexion: les questions, les visées susceptibles de solliciter notre action sont de plus en plus malaisément incluses dans un avenir national qu'il faudrait tendre à réaliser comme la forme propre, comme le cadre naturel, opportun et stimulant de nos oeuvres. Notre histoire s'avance-t-elle donc dans le sens d'une auto-destruction? En d'autres mots, les oeuvres qui doivent nous réclamer sont-elles, à long terme, indépendantes et même hostiles à la direction autochtone de notre histoire? Sur le plan constitutionnel canadien, par exemple, et sans même aborder de perspectives plus larges, la défense étroite de notre autonomie est-elle une aberration historique, un provincialisme aujourd'hui impensable, et d'ailleurs une défensive atrophiante? L'anémiante restriction inhérente à toute pensée réactionnaire joue certainement contre nous, et cela, sans que nous disposions de pouvoirs de récupération bien étendus, cas des sociétés classiques puissantes. Quant à ces pouvoirs, ceux que nous possédons de par notre héritage historique sont minés et décomposés par l'influence américaine, qui n'en est qu'au début de son action sur nous. Il y a donc à l'oeuvre, contre nous, deux grands facteurs: réaction autochtone et virulente contamination étrangère. Une collectivité peut-elle résister à ces deux facteurs conjugés? Or, la ligne traditionnelle de notre conduite historique nous engage strictement dans cette impasse, qui tue l'action.

Les perspectives pour nous, sont peu encourageantes, et le passage, s'il en est un, est étroit et mal marqué. Les conditions d'échange entre les peuples et hémisphères modernes sont écrasantes pour les velléités de destins nationaux. D'autre part, l'esprit protectionniste nous fait jouer à qui perd gagne. S'il y a des possibilités pour nous, et il y en a (de relatives), elles dépendront en bonne partie de la manière dont nous ferons échec à la réaction.

Mes notations sur notre psychologie, si elles sont justes, indiquent un climat réactionnaire total (auquel échappe dans une certaine mesure la lutte sociale). Ce climat est-il l'expression présente, la préfiguration, l'état chimique actuel, d'un avenir qui n'existe pas? Est-il la manifestation adéquate, le contenu exact et inexpansible, le résultat rigoureux, d'une condition histori-

que sans issue, d'une situation resserrée dans l'étroitesse de ses termes?

La solution est difficile d'une impasse nationale qui présente à la fois les caractères d'un échec culturel, de l'envahissement par l'étranger, de l'impuissance politique et de l'impossibilité d'accepter franchement, abondamment, les forces historiques qui sont à faire notre époque, l'Amérique, et même le monde (1). Il s'agit de beaucoup plus que d'une "crise de fidélité française" et d'une question de "relève". Ces mots, absurdes à force d'être inadéquats, montrent admirablement, s'il est quelque chose, les bornes de notre pensée dès que le national est en cause. Parler de crise de fidélité française, c'est exprimer, en termes fournis par un patron historique fondamentalement révolu, une situation qui, elle, est profondément étrangère aux conditions définies pour nous par les 18e et 19e siècles. C'est ici encore traiter inadéquatement, à la manière aprioriste et scolastique, un problème national que précisément toute la fidélité serait impuissante à résoudre, et non seulement à résoudre, mais à comprendre. La fidélité, en ce problème, est justement une donnée hors de cause. C'est regrettable pour le sentiment, mais l'histoire se fait avec de la foi et des forces, et non pas avec du sentiment. La foi et les forces seules correspondent à une réalité.

Effectivement, dès que les forces historiques nous ont présenté d'autres buts que ceux de la fidélité, nous nous sommes largement livrés à elle. L'histoire des quarante dernières années est éloquente à cet égard. De paysans, nous sommes devenus industriels et prolétaires, et nous avons adopté le but de cette condition en société capitaliste, la poursuite de l'argent, et l'esprit qui accompagne cette direction des efforts en climat américain. Les témoignages de l'homme d'affaires et du prolétaire sont ici beaucoup plus instructifs que celui des petits comités de patriotes. La fidélité était une ligne de force historique pour le

---

(1) Exemples de rejet de ces forces: Notre refus de tenter, sur le plan fédéral, un grand mouvement social, disons: avec la C.C.F., notre refus de l'assurance-santé fédérale et de l'aide fédérale aux universités, etc...; nous aimons mieux croupir. Et que peut être une vision anticapitaliste dans le cadre provincial? L'action révolutionnaire contemporaine, même si, provisoirement, elle ne peut ignorer les forces patriotiques et revendicatives minoritaires courantes, est-elle seulement pensable, à long terme, sans l'inclusion, dans notre histoire future, d'un destin économique indistinct de celui des Etats-Unis et mondial? Quelle peut être l'efficacité de nos forces historiques anciennes, si telle est la conjoncture? Y a-t-il un engagement efficace possible dans l'armée de la réaction, vers une destinée politique et économique qui garderait (ou mieux: établirait) nos frontières?

paysan, espèce conservatrice et dont l'action était de s'établir à demeure. Le sentiment coïncidait chez lui avec cette ligne de force. Pour lui, la fidélité n'était pas simplement un sentiment; c'était une volonté, l'ordre des choses et la direction même de son action. Au contraire, le sujet industriel moderne contemple beaucoup moins les objectifs patriotiques. Ce n'est pas une trahison; c'est tout simplement que les forces historiques sont autres: il a adopté d'emblée les buts fournis par la culture qui nous envahit. Il se trouve que cette culture est celle des Etats-Unis et qu'elle est loin d'être en reflux. Ainsi, le moindre individu lancé dans l'ambiance industrielle, commerçante et urbaine, est, par son comportement, meilleur indice de notre destin que toute l'oeuvre du chanoine Groulx. Et le premier ministre actuel, M. Duplessis, nous fait une grande leçon d'histoire contemporaine en livrant à l'étranger pour une chanson les richesses de l'Ungava. La leçon est d'autant plus significative qu'il se confesse patriote.

Remarquons-le bien: ce phénomène de pénétration américaine ici n'est pas simplement l'effet de l'expansion d'une nation sur l'autre; nous ne sommes pas tant les voisins d'un immense voisin, que les victimes immédiates des puissances d'un nivellement universel, dont l'épicentre est à notre porte. Y pensons-nous? Ce n'est pas seulement l'action de forces nationales sur d'autres forces nationales sans comparaison plus petites; c'est l'action des forces assimilatrices modernes universellement à l'oeuvre, au point le plus immédiat et le plus redoutable de leur débordement, et doublées d'un puissant facteur d'impérialisme nationaliste à forme économique.

Devant ce fait sans mesure et qui impressionne certaines consciences politiques de notre province, la cause nationaliste s'avère forcément affectée d'un coefficient d'idéalisme tel qu'il apparait tout de suite qu'elle ne saurait engager les forces de l'homme, ni déterminer une culture. Cela se voit du reste par l'expérience de tous les jours: tout le monde, à mon sens, délaisse à des degrés divers cette cause, même ceux qui la défendent.

Car, somme toute, il faut bien regarder le tableau complet, et l'aspect suivant est peut-être le principal: un peuple à la population clairsemée habite un territoire immense, plein de richesses naturelles, voisin d'une nation en passe de happer le continent entier sous ses machines. Tout sera industrialisé; les richesses créeront l'industrie; l'industrie peuplera de fond en comble un sol encore sauvage. Ce n'est pas nous qui ferons le pays, mais la machine et l'étranger. Nous avons un idéal politique national, accordé au rythme de la nature, de l'accroissement

naturel de la population, étayé aux défenses classiques de la distance et de l'isolement en terre vierge, et jouissant, en somme, de garanties qui n'ont plus cours. Il est naïf de fixer les yeux sur cet idéal et d'en inspirer sa vie, puisqu'il n'est que la photographie idéalogique d'une situation dont les conditions sont en voie de disparaître. Il est anti-dialectique de regarder d'abord notre existence politique et de raisonner sur ce que des forces et une situation antiques ont pu composer chez nous de consistant. Ce n'est pas ce résultat qui commande à l'Histoire, ni l'idéal que de telles conditions ont favorisé; ce qui lui commande, ce sont les forces actuelles en jeu, l'industrialisation, nos richesses naturelles, la population qu'elles attireront, l'expansionnisme américain, le nivellement universel progressif, l'importation à hautes doses de cultures étrangères, la contamination forcée de notre langue, la substitution généralisée des valeurs américaines aux nôtres — qui nous envahissent de toutes parts et nous décomposent. Etre dialectique, c'est voir ces à-côtés qui sont l'essentiel.

Il me semble que j'ai assez marqué, plus haut, pour mon dessein, le caractère de notre psychologie de l'action. Celle-ci répond sans doute aux conditions qui lui sont faites. Notre position dans l'Histoire n'ouvre, dans les visées nationalistes, sur aucune perspective de conquête, ni même sur la consolidation valable de ce qui existe. Nous entretenons, sur un idéal de survivance, une morale d'inertie, une politique d'étroitesse, une croyance historique périmée et inféconde. Tel est le produit inévitable d'une entreprise historique obstinée et condamnée. Les années 1920-1950 ont certainement marqué un tournant; et quand nous parlons de Bourassa, n'oublions pas que c'est auparavant qu'il est venu.

Notre position dans la conjoncture présente, le paradoxe de notre credo politique, le caractère précaire de nos moyens historiques, devraient être évidents. Mais nous vivons sur l'équivoque de la "bonne voie". Notre destin national, notre "mission" historique, notre "avenir de petit peuple", sont cette "bonne voie". Notre philosophie historique se confond avec elle, de même que notre pensée se confond avec la bonne pensée, et nos chansons avec la bonne chanson.

Pourtant, il est bien clair, à qui veut regarder, que l'ensemble de nos objectifs traditionnels ne suscitent d'élans créateurs que très quelconques. Education, gouvernement, philosophie politique, sens temporel, science, culture, presque aucun secteur politique où puissent se manifester une pensée vivante et une

démarche historique allègre ne nous trouve animés d'une volonté initiatrice, affranchie et fortement déterminante.

L'action ouvrière commence toutefois de marquer à cet égard une exception. Mais ce passage direct à une forme d'action nouvelle est un signe des temps, qui souligne également le passage à un âge historique méconnaissable où il est clair que toutes nos défenses seront gravement interrogées, puis investies. Ce contact forcé avec les réalités industrielles et les problèmes sociaux universels doit être regardé comme la première atteinte d'une époque où nos réalités nationales seront, dans une perspective lointaine, reléguées. Effet révélateur, nous rencontrons, dans ce colletage avec une réalité xénoforme aussi brutale qu'inévitable, le premier essor d'une renaissance de l'action chez nous. Le problème étranger (universel) et menaçant du machinisme nous fait faire d'un bond, à notre corps défendant, et dans une belle ignorance des prophètes de la réaction nationale, le premier effort d'action qui, depuis 1900-1910, ait eu quelque style. Il est significatif que ce qui aujourd'hui actue notre valeur, ce soit précisément la conjoncture dont le développement nous forcera un jour à poser tous les problèmes, sans exception, sur un plan indifférent à notre "survivance".

Pierre VADBONCOEUR

DISSIDENCE

Je ne suis pas d'accord avec la *Critique* de Pierre Vadboncoeur que l'on vient de lire. Dès la première lecture, j'en ai éprouvé un malaise que les lectures subséquentes n'ont fait qu'aggraver. Si pourtant je tiens à marquer ici ma dissidence, ce n'est pas au nom de quelque "orthodoxie mineure" dont *Cité Libre* n'aurait que faire. Chacun de nos collaborateurs est libre de sa démarche et de ses opinions en des matières aussi discutables.

Mais chacun est libre aussi de marquer ses positions propres en regard de celles d'un camarade, surtout quand ce dernier, tablant sur certaine base commune de pensée, risque d'incliner, aux yeux du public, la revue entière vers des conclusions qui lui sont personnelles.

Je n'accuse pas Vadboncoeur de nous tirer tous à lui. Au contraire, il assume entièrement et personnellement les opinions qu'il exprime. Mais il se trouve qu'en plusieurs points ses constatations recoupent les miennes; il se trouve aussi que je souscris à la plupart des opinions qu'il exprime et que je l'ai déjà écrit. Il me paraît donc particulièrement à propos de marquer avec précision les choix qui nous séparent, les carrefours où je choisis des routes différentes de la sienne.

Si l'article était signé de M. Paul Bouchard ou de M. Louis-Philippe Roy, je ne craindrais qu'il m'engage, fût-il même publié dans les pages de *Cité Libre*. Mais la parenté d'équipe qui me lie à Vadboncoeur crée une situation toute différente.

Comme quoi il importe de contredire d'abord ses amis, ensuite seulement ses adversaires.

x x x

Sur la critique même en ce qu'elle allègue dans un certain ordre d'importance des faits canadiens-français, je m'accorde avec Vadboncoeur. Notre idéalisme, notre impuissance politique, l'anémie de notre culture me semblent des réalités évidentes que seuls peuvent dissimuler à nos yeux le préjugé ou l'inconscience. Et Pierre Vadboncoeur a le grand mérite de *lever* nos faiblesses

comme des lièvres dans l'épais fourré de nos bonnes intentions et de nos excuses habilement raisonnées.

Je ne puis pourtant me défendre d'une certaine méfiance à l'endroit des idées non exprimées mais implicites qui sous-tendent cette critique.

Je comprends certes que l'étude de notre vie sociale conduise à l'impatience. Mais Vadboncoeur devrait, sinon s'expliquer au long sur les valeurs positives auxquelles il croit (ce qui n'est pas l'objet d'une critique), du moins nous laisser mieux deviner vers quoi il nous conduit. Ce pourquoi sa critique, à laquelle je souscris, me laisse mal à l'aise, c'est qu'elle procède de critères mal établis, c'est qu'elle avance comme à tâtons. Nous sommes dans le noir et quand un éclair furtif *(la violence publique n'existe pas dans la Province)* luit subitement, il dessine des ombres mal identifiables.

Pourquoi P.V. me laisse-t-il à deviner tout l'arrière-plan de sa pensée? Un simple coup d'éclairage, de temps à autre, me permettrait de le mieux suivre à travers son analyse des faits en cause.

x x x

Au vrai, il me faut confesser aussi que j'en ai contre sa méthode. Vadboncoeur est trop vague dans son évocation des faits.

Je ne demande pas qu'il me cite les chiffres d'une enquête scientifique, mais qu'au moins il précise de qui et de quoi il parle. A chacun sa démarche, sans doute. Et le procédé des plongées successives a son mérite, comme le prouvent plusieurs pages de cette *Critique*. Malheureusement, il a aussi des inconvénients dont Vadboncoeur ne se méfie pas suffisamment, à mon gré.

Il y aurait beaucoup à dire, par exemple, du nationalisme qu'il attribue successivement à M. Duplessis et à M. le chanoine Groulx, sans établir entre les deux pensées la moindre distinction. Vadboncoeur ne sait-il pas que M. Duplessis adhère au nationalisme comme Napoléon 1er adhérait au catholicisme, c'est-à-dire comme le monsieur qui promène son chien adhère à la laisse? Faire de M. Duplessis un tenant du nationalisme me semble ridicule quand on songe à l'Ungava. Si opposé que l'on soit à la synthèse politique du nationalisme, cette dernière a tout de même un grand souci de logique et c'est faire trop d'honneur à M. Duplessis que de lui supposer une pensée politique, même erronée. C'est faire aussi trop d'injure à un penseur comme M. le chanoine Groulx. Il me semble d'élémentaire franc jeu de laisser les nationalistes choisir leurs prophètes, de ne pas leur im-

puter les actes du premier aventurier qui se réclame de leur doctrine.

x x x

Mais il ne peut s'agir ici de relever chaque ligne, chaque mot qui me fait "tiquer" dans le texte de Vadboncoeur. Quel est le livre dont la critique un peu serrée, même si l'on accepte l'orientation générale de la pensée, ne donnerait naissance à un second ouvrage?

Aussi vais-je me restreindre au seul reproche d'ordre général qui me vient encore à l'esprit et blâmer P.V. de la fureur iconoclaste qu'il met à saccager l'imagerie de la fidélité française.

Qu'il faille axer notre conception de l'avenir sur autre chose que l'idéal traditionnel de "survivance", j'en suis aussi profondément convaincu que P.V. lui-même. Mais que nous devions "poser tous les problèmes, sans exception, sur un plan *indifférent* à notre survivance" me paraît une fausse proposition, si toutefois j'en accepte les termes dans leur sens le plus strict.

Car cette survivance ne saurait signifier ici la seule activité poussiéreuse et démodée qu'un groupe québécois poursuit depuis quelques années en réunions de comités, en voyages de sympathie française à travers le Canada. P.V. précise au contraire, en plus d'un endroit, qu'il entend survivance dans le sens le plus large, assumant d'un coup tout l'effort historique de notre groupe humain depuis deux siècles.

Or, si je souhaite pour ma part que notre attitude collective devant la vie soit d'abord inspirée par le désir d'une cité humaine et chrétienne accordée aux réalités de l'histoire, capable d'en relever les défis; si je rejette l'idéal étroit d'une survivance qui équivaudrait à une stagnation; si je refuse le primat nationaliste d'un "Etat français" qu'il faudrait, selon le chanoine Groulx, imposer de toute force à l'histoire; je n'en crois pas pour autant qu'un groupe humain, si faible et si pauvre soit-il, doive jamais s'imposer à lui-même la consigne de couper avec son passé.

Vadboncoeur lui-même consentirait-il facilement à dicter cette conduite à l'Irlande, par exemple, voire à l'Espagne? Dieu sait pourtant ce que ces deux pays traînent derrière eux de traditions néfastes, ce qu'ils projettent sur l'avenir de rêves déformants, d'illusions pourries! L'histoire se chargera peut-être, comme pour nous, de les supprimer en tant que peuples. Mais que signifierait pour eux une "indifférence" subite et totale à leur survivance? Je veux bien que les nations s'aillent noyer, par "sens de l'histoire", dans l'océan du "monde désormais uni". Encore faudrait-il pourtant que cette mer existât. Pour l'heure, je ne vois

guère encore dans la réalité que les étangs nationaux et deux médiocres Caspiennes qui s'appellent le bloc russe et le bloc américain.

J'incite Pierre Vadboncoeur à méditer les lignes suivantes d'André Malraux, un homme dont les réticences exprimées ici tirent leur valeur de l'enthousiasme même avec lequel il s'est baigné dans les "courants de l'histoire".

"Depuis la grande voix de Michelet jusqu'à la grande voix de Jaurès, ce fut une sorte d'évidence, tout au long du siècle dernier, qu'on deviendrait d'autant plus homme qu'on serait moins lié à sa patrie. Ce n'était ni bassesse ni erreur: c'était alors la forme de l'espoir. Victor Hugo croyait que les Etats-Unis d'Europe se feraient d'eux-mêmes et qu'ils seraient le prélude aux Etats-Unis du monde. Or, les Etats-Unis d'Europe se feront dans la douleur, et les Etats-Unis du monde ne sont pas encore là...

"Ce que nous avons appris, c'est que le grand geste de dédain avec lequel la Russie écarte ce chant de l'*Internationale* qui lui restera, qu'elle le veuille ou non, lié dans l'éternel songe de justice des hommes, balaye d'un seul coup les rêves du XIXe siècle. Nous savons désormais qu'on ne sera pas d'autant plus homme qu'on sera simplement davantage russe. Pour le meilleur comme pour le pire, nous sommes liés à la patrie. Et nous savons que nous ne ferons pas l'Européen sans elle; que nous devons faire, que nous le voulions ou non, l'Européen *sur elle*." (Appel aux intellectuels, 5 mars 1948, à la salle Pleyel. Les italiques sont de Malraux.)

Ne pouvons-nous pas, Vadboncoeur, changer le mot russe pour le mot américain, le mot Europe pour le mot Amérique du Nord, et faire notre profit de ces propos? Si vous alliez d'ailleurs m'objecter que la phrase est de Malraux-le-Gaulliste, je vous en citerais une autre de Malraux-non-Gaulliste: "Le révolutionnaire qui n'a pas derrière lui une fidélité deviendra malgré lui un fasciste."

A mon sens, on ne fait pas la politique avec des prophéties, si justes soient-elles, et le "nivellement universel dont l'épicentre est à notre porte", je ne vois pas que nous devions y collaborer, en hâter le processus, seconder nous-mêmes l'action du "puissant facteur d'impérialisme nationaliste (américain) à forme économique".

Il me semble déceler ici, dans la pensée de Vadboncoeur, ou bien une faille d'idéalisme visionnaire, ou bien une rupture mal concevable avec toute forme acquise, non seulement historique mais même philosophique.

Ce qu'il faut comprendre, il me semble, c'est que Vadbon-

coeur prêche une disponibilité entière de l'esprit devant les problèmes qui se posent à nous. Il refuse d'emprisonner notre destin dans l'a priori de conceptions trop abstraites. Quand il parle de survivance, il entend la prolongation de formes de vie dépassées. Il veut que nous consentions à tout remettre en question. Il veut que nous mesurions l'importance des facteurs historiques qui pèsent sur notre destin, non pour en accepter passivement l'influence mais pour y céder consciemment ou pour y opposer une résistance sérieuse, autre que verbale.

Vadboncoeur nous a dit ce pourquoi il ne faut plus nous battre; nous ne pouvons comprendre, toutefois, cette partie de l'exposé avant d'avoir lu la seconde, celle qui nous dirait à quoi Vadboncoeur veut croire encore, les objectifs qu'il nous propose.

Je veux bien pour ma part que les prophètes de malheur aient raison. Je veux bien que dans un siècle ou deux, nos rêves de survivance linguistique, culturelle, ne soient plus que des souvenirs vagues et doucement ridicules. Je ne vois toutefois pas l'utilité d'y consentir par avance, de hâter le processus, de détrurie consciemment ce qui reste en nous d'original. Je n'admets pas qu'une vue de l'esprit sur "l'avenir" nous incite à saccager le présent. Je n'admets pas le suicide au bord de l'abîme. Que l'abîme nous tue, nous n'y pouvons rien, mais c'est là sa besogne, non la nôtre. Il n'a pas besoin de notre collaboration pour l'accomplir.

Je suis certain aussi que P.V. voit l'avenir dans la perspective de la vie, non de la mort. Mais j'avoue ne pas distinguer comment il envisage cette vie, ce qu'il veut *construire,* et ce, par conséquent, qu'il veut sauver, puisque de rien on ne saurait rien faire.

Gérard PELLETIER

Remarques sur l'éducation secondaire et la culture canadienne-française

Je prends d'abord pour acquis que les étudiants qui se dirigent vers le secondaire sont des êtres en situation, c'est-à-dire en des conditions humaines situées et datées; de plus, la société et plus spécialement les éducateurs voient déjà en eux des membres de l'élite future. Ceux qui dirigent ces cours secondaires n'ont pas seulement pour mission de préparer leurs élèves à assumer toutes les fonctions qu'ils seront appelés à remplir mais ils considèrent que ces spécialistes devront aussi être des hommes, des hommes qui auront à vivre au vingtième siècle, dans un pays déterminé et qui auront à jouer un rôle d'homme. Afin de les bien préparer à jouer ce rôle, il faut leur inculquer, pensent les éducateurs, non seulement des connaissances, mais aussi une certaines manière de penser, une certaine attitude devant la vie qui sera pour ainsi dire indélébile. Le cours secondaire vise à façonner des adolescents selon des normes et des valeurs que l'élite d'une société donnée pratique et croit elle-même justes et désirables. Toute éducation, quelle qu'elle soit, vise à inculquer non seulement des connaissances, mais des valeurs et ce qui plus est, une structure, une hiérarchie de ces valeurs. On peut définir l'éducation en général comme l'aspect formel de l'enculturation, c'est-à-dire de ce processus qui consiste à transmettre, à inculquer à de jeunes esprits, ce que telle société croit bon, beau, juste, vrai et utile; c'est un processus qui lie les générations entre elles, qui assure la continuité et la survivance de telle ou telle forme de culture et de civilisation. L'enculturation, et l'éducation, son aspect formel, sont donc des mécanismes sociaux qui assurent non seulement le transfert de connaissances d'une génération à l'autre, mais aussi d'un système de valeurs. Que l'éducation reçue dans les collèges ne soit pas toute l'éducation que les individus reçoivent, que toute l'éducation formelle ne soit elle-même qu'une partie de cette enculturation, voilà qui rend le problème de la formation des adolescents plus complexe.

En effet, les étudiants qui se présentent dans les collèges pour y recevoir instruction et éducation ont déjà absorbé une forte dose de la culture dans laquelle ils baignent depuis leur naissance; leur esprit n'est pas vierge de toute notion ni de toute valeur. La psychanalyse a démontré que même la petite enfance est une période où les personnalités se façonnent, souvent d'une façon irrémédiable. L'enfance, l'école, l'ambiance familiale ont déjà commencé à structurer la personnalité de l'enfant qui déjà a acquis un certain sens des valeurs, valeurs dont il perçoit déjà la hiérarchie. Tout cela l'enfant le reçoit de son milieu, de sa culture; ces valeurs ainsi que leur hiérarchie peuvent être encore largement non-exprimées, mais elles n'en existent pas moins chez les enfants et les adolescents. Quelles sont donc ces attitudes générales, ces valeurs que le milieu canadien-français aura transmises à ses jeunes gens? Le problème est infiniment complexe. Il est probable, d'une part, qu'il existe un certain décalage entre les différentes classes sociales; ces valeurs, d'autre part, varient aussi avec le temps. Seule une étude empirique pourrait nous révéler quelles sont exactement les valeurs et les attitudes précises que la culture canadienne-française, prise comme un tout, inculque à ses membres à un moment donné de son existence. Pour les besoins de ma démonstration, nous postulerons quelques attitudes très générales que l'on retrouverait probablement dans les conclusions d'une étude empirique; certaines dérivent elles-mêmes de complexes culturels bien reconnaissables et bien caractérisés: de la religion catholique telle que pratiquée au Canada français et de la famille traditionnelle telle qu'elle s'est développée sur place. L'autoritarisme de ces deux institutions fait naître des attitudes d'esprit que nous caractériserons du terme de sécuritaires. On peut définir cette attitude comme le résultat d'une attitude négative envers le besoin de comprendre, de s'interroger, de chercher. Le terme de sécurité, tel qu'employé ici, est partiellement dérivé du sens qu'il a pris en psychologie et en anthropologie; au point de vue individuel, un système de sécurité est un système d'adaptation qui assure à l'individu l'approbation, l'acceptation, l'appui des membres de la société dans laquelle il vit; le système de sécurité du groupe peut se définir comme les activités et les attitudes qu'on attend de chaque individu, expectation qui protège le groupe contre les dangers de l'extérieur aussi bien que ceux de l'intérieur. Il va sans dire que tout individu, tout groupe possède et doit posséder son système de sécurité, s'il veut survivre comme individu et comme groupe. Le système de sécurité n'est toutefois qu'un mécanisme de la personnalité et

de la culture; s'il s'hypertrophie et devient l'élément principal du système d'action d'un individu ou d'un groupe, il y a alors déséquilibre, car il envahit le domaine de certaines valeurs qui normalement devraient être des ferments de dynamisme et de progrès. Au lieu d'avancer et de se dépasser, l'individu ou le groupe dont le système de sécurité est hypertrophié verra ce système s'annexer les éléments qui, idéalement, sont à l'opposé de la sécurité. C'est ainsi qu'au Canada français les plus hautes valeurs du catholicisme et de la civilisaton française ont été intégrées au système de sécurité; au lieu de rester un mécanisme régulateur, ce système est devenu une espèce de valeur primordiale autour de laquelle les autres valeurs doivent s'ordonner. Dans son milieu, l'enfant et plus tard l'adolescent ne rencontre que des attitudes sécuritaires; les parents savent tout, les curés savent tout, tout le monde sait tout autour de l'enfant; il y a rarement quelqu'un d'inquiet, qui cherche, qui s'interroge. Tout semble réglé pour toujours autour de lui.

Une autre attitude que la culture canadienne-française sécrète de plus en plus, c'est la nécessité d'arriver, de faire de l'argent, de se procurer tout le confort matériel possible; cette attitude n'aurait peut-être pas été vraie au XIXe siècle, peut-être pas aussi virulente; nous avons rattrapé ce retard et maintenant elle est solidement établie.

Il est évident que tous les jeunes Canadiens français ne possèdent pas au même degré ces deux attitudes et que certains ne les acceptent pas. Il y aura quelquefois rébellion. Rébellion contre l'autorité religieuse et paternelle, rébellion contre ce primat du confort matériel. Cette révolte brûle ordinairement comme un feu de paille. On s'aperçoit bien vite qu'il n'est pas facile de passer à travers le réseau d'institutions et d'attitudes qui, chez nous, barrent la route aux rebelles, aux insatisfaits. Dans d'autres cultures, il existe des institutions, des mécanismes dont la fonction est précisément d'accueillir ces individus, de leur permettre de se faire entendre, de bâtir autre chose à partir de cette insatisfaction; chez nous, il n'y a rien de semblable. Celui qui dit non à son milieu, aux valeurs de son milieu, doit s'exiler physiquement ou intellectuellement. De multiples portes lui sont ouvertes ailleurs; la technique américaine et son haut standard de vie est dans nos murs avec ses journaux, ses films, ses livres, sa musique et ses "gags"; le bon sens pratique des Anglais n'est pas loin non plus; il déborde le Canada anglais, il est à Ottawa, dans les grandes villes, un peu partout sur la planète lui aussi; enfin l'intellectualisme et l'art français sont loin, mais on y arrive tout de même. Il n'existe pas chez nous

de mécanisme de résorption pour nos insatisfaits et nos rebellés; d'autres cultures contemporaines les attirent et les gardent; ils peuvent continuer de vivre parmi nous; ils sont ailleurs d'esprit et de coeur.

Ceux qui se rebellent contre la culture canadienne-française sont relativement peu nombreux si on les compare à ceux qui se taisent, s'en accommodent et cessent de demander des explications. Dans le milieu familial et scolaire, on cesse vite de chercher à comprendre. L'enfant voit vite que ses parents sont remplis de toutes les certitudes nécessaires pour mener une vie juste et honnête. A commencer par le problème religieux qu'ils ne discutent pas, qu'ils acceptent d'emblée et dont ils se sont fait un merveilleux système de sécurité, en passant par la politique qu'ils ne discutent pas mais dont ils ont appris à se servir le plus habilement possible, les parents apprennent à leur enfant à ne pas discuter leurs ordres; on obéit mieux quand on ne comprend pas. L'adolescent saisit vite que comprendre, s'interroger, ne mène nulle part. Il faut surtout s'arranger pour vivre sans comprendre, pour vivre afin de faire de l'argent, pour acquérir toutes ces merveilles qui partout autour de lui s'offrent à sa convoitise. En politique, par exemple, il a vite appris de tout le monde que des hommes intelligents et éloquents comme Bourassa et Lavergne se sont rebellés, qu'ils ont critiqué tout le monde, mais que ça ne leur a rien donné; ils ont toujours été seuls et sont morts pauvres. Etre seul et mourir pauvre, voilà bien l'antithèse de l'idéal que la culture canadienne-française propose à ses adolescents. Il faut être du parti du grand nombre, se ranger du côté de l'autorité, de ceux qui obéissent; il ne faut pas mourir pauvre, il faut mourir riche. Ce sont ces mêmes jeunes gens que nous retrouverons à la fin de leur cours classique qui se dirigeront vers des carrières où ils pourront exercer eux-mêmes l'autorité et faire de l'argent.

Nos jeunes adolescents ont entre treize et quinze ans quand ils sont dirigés vers les collèges classiques; comme nous le soulignions plus haut, déjà, à cet âge-là, ils ont acquis dans leur milieu familial et dans leur communauté une certaine attitude envers la vie. Bien qu'il y ait entre eux bien des différences physiques et intellectuelles, la culture canadienne-française les a déjà façonnés en profondeur; ils communient dans le même idéal de sécurité. Ayant été élevés dans une culture relativement très homogène, ils ont acquis à peu près toutes les mêmes valeurs fondamentales, la même attitude devant la vie. Que vont-ils rencontrer dans ces collèges où leurs parents les dirigent? Ce qu'ils y rencontreront, ce sont avant tout des produits du même milieu, d'autres Canadiens français qui, il y a quelques années

encore, entraient eux-mêmes à titre d'étudiants dans ces mêmes collèges, qui ont depuis englouti ce cours classique et fait peut-être des études spécialisées, qui sont demeurés Canadiens français, produits de la culture canadienne-française. Ils ne se sont pas rebellés contre leur culture, ils l'ont, non pas assumée au sens sartrien, mais s'en sont accommodés comme ils l'avaient déjà fait dans leur milieu scolaire et paroissial, avant d'entrer eux-mêmes au collège. Ceux qui se sont rebellés contre leur milieu, qui ne l'ont pas accepté, qui n'en ont pas pris leur parti, ne sont pas là comme professeurs. Ils ont vitement été éliminés; quelques-uns sont aux E.-U, au Canada anglais, en France — de coeur et d'esprit, sinon physiquement. Le plus grand nombre a dit "Nevermagne", comme le Survenant, et a croupi sur place. Qu'ont-ils à leur offrir à ces adolescents, ces éducateurs de bonne volonté, ces éducateur héroïques, ces éducateurs qui depuis deux siècles assurent la relève de l'instruction au Canada français? Un bien curieux système dont il faudrait brosser l'histoire et relever les contradictions, au risque même de le caricaturer. Avant d'en voir le détail, on peut résumer ainsi ces contradictions: l'éducateur, mû lui-même par des valeurs et des idéaux propres au Canada français contemporain (idéal catholique d'avant la Renaissance, mâtiné d'intégrisme moderne), essaie de faire pénétrer dans de jeunes cerveaux déjà marqués de la culture globale canadienne-française (valeurs d'autorité, de sécurité, de traditionalisme, de confort matériel) un système qui lui-même est hétérogène et non-unifié, fait à l'image de la culture occidentale.

Notre système est à base d'humanités gréco-latines; on l'a dit, on l'a répété avec fierté; c'est le système qui devait sauver la civilisation française et catholique en Amérique. Du côté des classes de lettres, on y trouve les auteurs grecs et latins que de génération en génération on a traduits et retraduits sans cesse; du côté des classes de philosophie, on trouve Aristote, revu par saint Thomas, augmenté des commentateurs et mis en petits pots par les faiseurs de manuels. D'où vient donc ce système d'éducation? De la Renaissance. C'est d'ailleurs son introduction qui marque la fin du moyen âge et le début de la Renaissance. Tout Canadien français sait pourtant que le moyen âge n'est pas l'âge des ténèbres contre lequel les libertins du XVIIe siècle ont médit; non, ce fut l'âge d'or du catholicisme, l'âge des cathédrales, l'âge de la foi ardente. Alors pourquoi adopter un système qui justement veut saper les fondements d'une époque si admirable? Au début l'Eglise s'enthousiasma pour ce retour vers l'Antiquité; elle ne sembla pas voir que bientôt un nouvel humanisme sortirait de ces traductions, de ces études; se pré-

sentant d'abord comme une élucidation des sources de la civilisation européenne, comme un enracinement de cette culture, il devint vite un idéal devant la vie, une vision totale du monde où il n'y eut bientôt plus de place pour la religion; on reconnut l'homme, non pas la religion, non pas Dieu comme valeur suprême de la vie; il devint proprement anthropocentrique. Il n'est pas sûr que ce ne soit pas Luther qui ait d'abord percé le jeu des humanistes en voyant que Dieu et la religion n'auraient bientôt plus la première place dans ce système. Quand l'Eglise voulut réagir, il était déjà trop tard; l'humanisme avait gagné la partie; il avait conquis une importante portion de l'élite européenne. Il ne restait à l'Eglise que d'essayer de l'intégrer, de l'assimiler et de le christianiser. Bien vite, toutefois, un autre enfant de la Renaissance, la science, allait croître et menacer les positions mêmes de l'humanisme libéral. Depuis le XIXe siècle, l'humanisme scientifique a marqué des points sur ses adversaires; nous vivons maintenant sous son empire. L'Eglise fit pour la science ce qu'elle avait fait pour l'humanisme gréco-latin; elle essaya, elle essaie encore de l'intégrer, après l'avoir quelque peu boudée. On peut dire qu'en Occident ce fut là l'évolution des idées à partir du moyen âge.

Qu'advenait-il du Canada français pendant ces siècles? Coupé des sources de sa culture dès le XVIIe siècle, il s'adaptait à son nouveau milieu et aux autres cultures environnantes. Quoique l'éthos de cette culture ne semble pas avoir beaucoup varié, il n'est pas sûr que pendant le XVIIe et le XVIIIe siècles et même une partie du XIXe siècle, la culture canadienne-française n'ait pas été plus libre, moins autoritaire, moins orientée vers les valeurs de sécurité. Vus à disance, les disputes, les mouvements tangentiels, les divergences d'idées, peuvent peut-être nous sembler plus importants et plus nombreux qu'ils n'ont vraiment été, mais il semble que l'autoritarisme était moins fort et que les courants libres d'idées s'y faisaient jour et perçaient en surface. Si cette supposition est vraie, il me semble y avoir une raison principale à cette différence de climat intellectuel: la fuite vers d'autres cultures, d'autres idéologies, n'était pas possible alors ou, à tout le moins, peu praticable dans ces périodes d'isolement quasi total. Il fallait que les abscès d'indépendance, de révolte et de rébellion aboutissent sur place. Le "neveurmagne" était moins possible; l'appartenance à sa nation était plus sentie; il fallait se sauver ou se perdre avec sa nation; il fallait communier à l'idéal de sa nation ou le combattre.

Les communications rapides entre nations, les disciplines artistiques et scientifiques qui se sont développées sur des plans

internationaux ont vite abaissé les barrières entre les nations; le national n'a plus besoin de se sentir appuyé par son groupe. Le Canadien français cultivé qui rejette les valeurs de sa nation ira chercher à New-York ou à Paris l'appui qu'il lui faut. Les abscès n'éclateront plus. Le "neveurmagne" deviendra le mot de passe de ceux qui n'ont plus le goût, ni les moyens de s'élever contre leur propre culture. Celui qui se rebiffera contre l'autoritarisme et l'irréalisme de sa culture, celui-là à qui l'on prêchera la résignation et à qui l'on promettra "des whiskys éternels" (1) pour l'empêcher de boire trop ici-bas, celui-là qui découvrira qu'il n'y a pas place pour lui dans sa culture dite "neveurmagne", cherchera et trouvera ailleurs de quoi se nourrir et se préoccupera plus des valeurs de la culture canadienne-française; la plupart garderont la religion catholique comme système de sécurité et vivront à l'américaine, confortablement et sans trop d'angoisse. Actuellement, notre culture présente donc une très grande homogénéité de surface; ceux qui s'en sont retranchés ne se donnent pas la peine de la combattre. En auraient-ils d'ailleurs les moyens? Ceux qui y sont encore accordés vivent une vie feutrée, en marge de tout ce qui pourrait les distraire du monde moderne. Cet anachronisme est même devenu panache, motto, gloriole; c'est le pays ou rien ne change, où l'on se souvient. On ignore les contradictions et les changements; on les nie et ils n'existent plus.

Bornons-nous à regarder notre cours secondaire. Cours classique ou cours scientifique? Humanités ou science, disons-nous? Est-ce bien ce qu'il y a d'abord à réconcilier dans notre cours secondaire? Regardons bien encore une fois l'étudiant et l'éducateur qui se rencontrent au collège. Ils sont tous deux des produits du même milieu, ils se ressemblent étrangement au niveau profond de la structure de leur personnalité, de leurs attitudes devant la vie et de leur échelle des valeurs. L'éducateur, en général un religieux, a évidemment certains avantages sur l'étudiant: religion plus étoffée, plus nourrie, connaissances beaucoup plus vastes, personnalité plus équilibrée. Le système d'éducation qu'il a à offrir à l'étudiant représente un amalgame d'attitudes et de valeurs qui diffère des siennes et de celles de l'étudiant. Pour l'étudiant et l'éducateur, c'est la religion catholique, telle qu'ele est inconsciemment réadaptée par le Canada français, qui répond ultimement à toutes leurs questions et fournit une solution à tous leurs problèmes. Les humanités gréco-latines ne sont plus pour l'éducateur un humanisme, une attitude de-

(1) Prône d'un curé d'Ottawa, le 1er janvier 1953.

vant la vie; elles sont devenues une gymnastique intellectuelle ou, au mieux, un enracinement dans la civilisation occidentale. L'éducateur ne se fera pas faute de corriger les païens gréco-latins; d'ailleurs, pour éviter les rectifications nécessaires, on soumettra le plus souvent à l'élève des textes qui ne présentent aucun danger pour ses convictions religieuses et morales. Au lieu de montrer à l'élève comment la nature, la vie, l'homme, apparaissent à ces auteurs et de le faire communier à cet idéal, on lui montrera là où ils ont erré et comment le catholicisme les a corrigés. Traduisant, commentant et expliquant des auteurs qu'il sait ne pas être porteurs de la vérité, l'étudiant — si tant est que son éducation pré-collégiale lui ait laissé quelque désir de chercher la vérité — se désintéressera assez vite de ces auteurs; ils ne seront pas pour lui source d'enrichissement et de vie parce que sa quête n'aura pas été totale; il n'aura pas suivi l'avertissement que donne Valéry à ceux qui franchissent le Musée de l'Homme de Paris: "Il dépend de toi que je sois tombe ou trésor. Que je parle ou me taise, ceci ne tient qu'à toi. Ami n'entre pas sans désir". Où donc notre adolescent aurait-il puisé ce désir de vérité et de beauté? S'étonnera-t-il du monde, de la nature, de l'homme avec les poètes? S'émerveillera-t-il avec eux? Non, son monde est tissé de toutes les certitudes; il est immunisé contre toutes les surprises. L'éducateur cherche-t-il, s'interroge-t-il, s'étonne-t-il? Non, il croirait déchoir et perdre son prestige. Sa mission est d'enseigner la vérité du Canada français.

L'éducateur canadien-français se croit tout de même humaniste; en réaction contre la science et la civilisation technique environnante, il vantera la sagesse des auteurs gréco-latins, pour mieux les assassiner ensuite. Il défendra la dignité humaine bafouée et s'évadera du monde contemporain. Qu'offrira-t-il à l'étudiant comme sagesse, comme réponse ultime? Une religion qui trop souvent est restée le système de sécurité qu'étudiants et éducateurs ont absorbé dans leur jeunesse. S'il y a présentement dans le monde occidental trois façons d'être hommes, trois attitudes principales devant la vie, trois principes intégrateurs de la personnalité et de la culture, humanisme, science ou religion, ce ne sera aucune de ces possibilités que l'étudiant aura actualisée en lui à la fin de son cours secondaire. On parlera bien de fusion de ces idéals, de synthèse enrichissante et d'intégration de toutes les valeurs de la culture occidentale. Cette synthèse existe-t-elle vraiment? Ensemble éducateurs et étudiants ont brassé bien des idées, bien des auteurs. Ils ont essayé de s'enthousiasmer pour Virgile, pour Aristote, pour Veuillot, pour Poincaré et pour Claudel. Ils n'y sont point arrivés; la plupart du temps, c'est la substance des livres de Veuillot qu'ils auront

sentie la plus proche d'eux-mêmes. La culture globale de leur milieu pèse trop lourdement sur eux pour qu'ils s'en échappent avec des douches dirigées d'humanisme, d'art ou de science.

Regardons notre bachelier à la fin de son cours secondaire. Qui est-il? Un homme qui possède la faculté d'étonnement et d'émerveillement? Un artiste, un poète? Il est bien rare que ceux qui le sont chez nous viennent du secondaire. Est-ce un homme doué d'esprit critique, qui a le sens du dépassement? A-t-il le sens du problème? Veut-il connaître la vérité? Peut-il seulement s'exprimer en français? Est-ce un homme de Dieu? Sera-t-il le sel de la terre? Sa religion lui servira-t-elle de levier pour secouer le monde? Regardez-le devenu avocat, curé, médecin ou ingénieur. Reconnaissez-vous en lui tout ce que le cours secondaire devait lui apporter? Qu'est-il devenu? Avons-nous bien le droit de parler du cours secondaire comme s'il existait en dehors d'un milieu donné? Avons-nous le droit de nous désintéresser de la culture globale du Canada français sous prétexte qu'on repêchera une élite au cours secondaire et qu'on en fera des hommes. Les problèmes d'éducation formelle sont en étroite relation avec le milieu total; que nous sert d'élaborer et d'emprunter les plus beaux programmes. si nous les recréons à notre image aussitôt que nous les mettons à l'essai.

Marcel RIOUX

Chroniques sans suite

"En France, le ridicule tue." Il tue sans doute celui qui se donne en ridicule, et désespère de réussir. Il tue encore celui qui allait se donner en ridicule: la peur d'y tomber l'empêche de se donner, de s'oublier et de créer. Mais il tue par-dessus tout cette espèce de vautour qui épie la moindre gaucherie, la plus petite faute, impuissant à rien produire et mourant de sécheresse. La face même de Voltaire. Prononçant la naissance du ridicule, la France a prononcé la mort de son esprit.

Mais vivre, c'est créer. Loin de tuer, le ridicule fait vivre. La santé d'un esprit se mesure au mépris où il tient les hommes de goût.

Un penseur aurait tort de former un plan d'architecture avec ses pensées, de les élever dans la crainte des transitions, comme si le mouvement secret du syllogisme devait paraître au grand jour. C'est l'affaire de l'homme d'imagination et de rêve que de dresser un plan et serrer son inspiration dans des bornes précises. Considérons Pascal et Racine. Je voudrais que le penseur racontât ses pensées comme un beau voyage sans destination; que l'on mît un ordre rigoureux dans l'imagination où règne le désordre, et du désordre dans l'esprit, naturellement enclin, du moins s'il est français, à l'interminable déduction. L'art ne vient pas pousser dans sa voie la nature, mais la compléter. S'exprimer de cette façon intégrale, voilà la mission de l'honnête homme quand il ne se contente pas d'accumuler des richesses, et le secret du grand siècle.

Voulez-vous éprouver à écrire une peine infinie? Ne faites que lire.

Nous arrivâmes vers minuit dans une de ces petites villes américaines toutes en gentillesse. Il y avait, bordant la place publique et se livrant une rieuse concurrence, un groupe de cafés dont l'un portait un nom français: "Bon Ton Restaurant". Nous y entrâmes.

Personne, que les serveuses. Après ce bref choc de silence, nous nous aperçûmes que descendait sur nous le chant mélancolique des *Feuilles mortes*. La serveuse qui nous répond n'est plus jeune, mais elle porte au doigt un jonc, elle se teint les cheveux à s'y méprendre, son costume comme les verres et les glaces autour d'elle est d'une impeccable propreté, et vraiment tout respire une espèce de petite paix ravie comme au sortir d'un bain chaud.

Nous lui demandons si la population compte une certaine proportion de Franco-Américains pour ainsi de réserver un restaurant français au centre de la ville. Elle dit non en souriant... Le propriétaire est peut-être Français ou du moins la cuisine... Elle dit non en souriant un peu plus. Mais elle sait sans doute ce que signifie "Bon Ton" et que c'est français?

Elle sait que c'est français mais ne s'est jamais bien informée... Nous lui expliquons que ces deux mots veulent dire à peu près "good taste"... — Yes, the best.

C'est une chose qui allait de soi. Ce superlatif est sorti avec une spontanéité à faire croire que notre serveuse inventait cette qualité.

Telle est aussi la conversation de l'Amérique avec le monde, et sa réponse à tout.

On trouve partout aujourd'hui le mot formidable. Chaque époque a dû produire semblablement des qualificatifs à toutes sauces, et il faut s'amuser un peu de choses comme celles-là. Observons toutefois que le prédicateur ne prêche pas d'exemple: l'intellectuel reproche à l'ouvrier sa pauvreté de vocabulaire, et de qualifier son égoïne ou le service des transports de "viarge d'égoïne" ou "viarges de tramways". Formidable ne manifeste-t-il pas une misère toute pareille, et bien plus coupable, et une certaine mollesse de l'esprit, incapable de voler au mot juste? Il reste encore que lorsqu'il y a lieu d'employer le mot formidable dans son vrai sens, on n'ose pas le faire, évidemment, et l'on a recours à colossal ou gigantesque. Ou si on le fait, on en dévore les syllabes au point qu'on semble revenir du spectacle de la fin des temps. Aujourd'hui, petit veut dire minuscule, moyen signifie négligeable, et grand ordinaire. Comme la monnaie, le langage a perdu son poids.

Nous parlons du mot formidable. Ce n'est pas le seul. Voyez dans les journaux comment on annonce un film: "Une des scènes les plus saisissantes du drame émouvant (Guy Sylvestre avait bien dit: drame tragique) de Hitchcock". — En passant, vous remarquez que l'action n'appartient jamais aux personnages; mais dans tel film, Gérard Philipe est pris de vertige, ou Charles Boyer se méprend sur la vertu d'Ingrid Bergman. On dit encore, plus simplement, Bergman et Boyer.

Saisissant, émouvant, — tragique, pathétique, significatif, authentique ("ce poème rend un son vraiment authentique et qui ne trompe pas..."), appliquez-vous à relever dans les journaux ou chez tant d'auteurs français contemporains, pour votre amusement d'abord et pour votre instruction, tous ces mots dévergondés. C'est ce qu'on appelle des clichés, et le plus mauvais usage qu'on puisse en faire est évidemment de les expédier à l'imprimeur de Roger Duhamel. Ils vous seront hélas! rendus au centuple.

Dans une maison que je connais, on a affiché sur les murs un règlement qui interdit les jeux de cartes, de dames ou d'échecs. Mécontent, vous allez voir monsieur X dans le dessein de faire valoir votre point de vue. Ce n'est pas lui qui est responsable de cette mesure, c'est l'administration. Vous vous rendez chez monsieur Y, directeur de l'administration. Il avait reçu des ordres du personnel de la maison. Vous voici devant le chef du personnel: il vous assure qu'il obéissait simplement à l'autorité. De la même façon, on dérobe derrière les *ismes* la responsabilité de sa pensée personnelle.

Jean-Guy BLAIN.

Flèches de tout bois

PETITE BALLADE EN MODELE "T"

Les mots sont violentés. A ce signe, on reconnait le créateur. Il importe de repenser les problèmes du Québec. Cela ne requiert pas un mince effort. Témoin un trois colonnes paru récemment dans *le Devoir*, sous la signature d'un collaborateur. Pour illustrer l'hospitalité de ce journal, voici quelques fleurs que nous avons glanées dans cette prose patriotique à souhait. Prière de tout lire. Impossible en tout cas, de ne pas tout citer. La fine fleur, nous l'avons mise en italique.

..."La *personne nationale des héritiers de Nouvelle-France.*" ..."les représentants *du Québec personnel* siègent à Québec".

..."les représentants *du Québec individuel* (considéré comme une partie du tout confédéral) siègent à Ottawa".

....'La *Maison de Québec* est solidaire de ses partenaires, et vice versa. Et l'administration confédérale d'Ottawa doit d'abord respecter, *en acte*, cette *Maison. Car Québec prime.*"

..."Québec, Etat national, *d'importance personnelle prépondérante*, en une Confédération binationale, *de valeur utile*".

..."Il faut retenir que la vie de notre famille nationale, dont le foyer est Québec et dont *les fils résident par toute la Confédération*, et même jusqu'aux Etats-Unis, prime absolument une structure superposée."

..."Il me parait que ce travail social et politique peut aller sans amertume, et même dans la joie, si, lucides, devant le mal, mais *le posant en la marge* de notre conscience, *nous centrons les yeux de notre esprit, ou plutôt de notre âme*, sur le bien temporel et civique, *bien nouveau et charmeur*, de la Cité Laurentienne — dont les membres sont *solidaires d'un océan à l'autre — à faire prospérer, de la Maison laurentienne à restaurer.*"

"La Maison de Québec, maison laurentienne,... offre un objet temporel *plénier* à notre amour de citoyen."

x x x

Indulgence plénière...

QUOI FAIRE?

Il y en a un qui se demande ce que nous devons faire.

Il propose:

> "La conquête franchement décidée des conditions essentielles de vie pour tout un peuple et, plus précisément pour notre peuple à nous, aperçu dans son contexte historique et géographique."

A tout penseur son interprète. Je trouve le commentateur développant ainsi:

> "Ces conditions *essentielles*: la personnalité politique (à l'encontre du centralisme fédéral): la *propriété* de nos bien matériels (*tout* le système économique); une *"loi" nationale;* un *humanisme* rattaché (sic) à l'être national; une logique surnaturelle."

(Citations tirées des *Carnets Viatoriens*, avril 1953. p. 84. Italiques, de moi.)

Bref, peu de choses. On a résumé pour nous en trois phrases et en manière de programme une résultante politique que les conjonctures historiques les plus favorables et les plus grandioses réussissent parfois à réaliser. Presque rien. Texte proposé à la méditation de *Notre Temps* pour la formation franchement décidée de la relève réclamée par les nationalistes.

Mais je ne connais pas de texte qui ait à ce point et par un raccourci aussi frappant, rassemblé dans le creux de la main les termes de l'impossible. L'auteur et son disciple viennent de frapper l'énorme postulat nationaliste comme une médaille. C'était rendre un service; car, pour une fois, ils en font voir l'énormité. Bien malgré eux; car, à leurs yeux, c'est un ordre du jour... Auto-réduction à l'absurde.

P. V.

ALI-BABA

Par pur hasard, il me fut donné d'entrer dans la caverne des voleurs. J'en ignorais même l'existence; il fallut pour cela que je m'égarasse.

C'est une curieuse caverne; à maints égards, c'est le contraire d'une caverne. C'est un vaste jardin, luxuriant, ouvert sur le ciel auquel il touche. c'est un paradis d'oiseaux, de verdure et de charmes; c'est un sommet du monde. Ce sommet s'appelle d'ailleurs le Sommet.

Au fait, cette retraite de splendeurs n'a de caverneux que son secret, gardé par la distance extrême où elle est sise aristocratiquement par rapport aux misères de la populace. Retirée, défendue par son secret, absente, paisible, souveraine, altière et odorante, c'est un refuge inconnu du sale peuple. J'ai passé toute ma vie à Montréal, je ne connaissais pas ce coin camouflé du règne bourgeois. J'avais vu Westmount, qui ne m'étonnait plus. Je connaissais Outremont, que j'avais habité dans ma jeunesse. Je ne soupçonnais pas qu'il y eût à Montréal un jardin suspendu. un cloître de l'abondance, une forteresse cachée de la domination économique, pour le loisir des maîtres. Dissimulé par la végétation et par l'attrait qu'exercent certains centres d'attention comme l'Université et l'Oratoire, précieusement distribué sur des chemins mal entretenus, serpentants, et qui ne mènent nulle part, niché dans un recoin sidéral, et protégé aux abords par des voies qui écoulent toute la circulation et emportent de cette façon loin de lui la pestilence humaine, ce ramassis de châteaux concentre entre ses murs la paix comme si ceux qui y habitent l'avaient volée.

Il serait bon qu'à l'occasion d'une grève majeure, métallurgique de préférence, on allât révéler aux travailleurs aux bras croisés ce lieu choisi de la justice distributive. On pourrait organiser la marche à peu de frais. Cette petite expédition de reconnaissance aurait pour unique but d'instruire le prolétaire. La vérité ne craint pas les spectacles crus. S'il y a iniquité, pourquoi n'en pas montrer les fruits?

Sans doute, il y faudrait des précautions. Pas de groupes. On limiterait les "rassemblements" au nombre de deux personnes, pour éviter une lecture toujours possible de la proclamation prévue dans la loi de l'émeute. Chaque groupe de deux personnes circulerait à dix minutes d'intervalle du précédent. Il n'y aurait pas de piquetage...

Tout cela se ferait dans le silence et dans la paix, comme pour un cours. Les revendicateurs n'iraient pas là pour voler, et tout ce qu'ils en rapporteraient, ce serait leurs impressions, avec pour chacun un seul compagnon, pour fin d'en échanger.

J'ignore si le spectacle de l'insolente splendeur est assez éloquent pour qu'il soit immoral de conseiller au peuple d'aller le voir. En ce cas, de quelle moralité est la caverne elle-même?

P. V.

FAUTE DE FRANÇAIS ?

Radio-Canada annonçait récemment que le prix Chauveau serait bientôt décerné à M. Pierre Daviault de la Société Royale du Canada; la nouvelle ajoutait que ce prix est octroyé par la Société royale du Canada et qu'il a pour but de couronner l'oeuvre littraire d'un individu. Il n'est que juste que les membres et les dignitaires de la Société royale dont M. Daviault fait partie se servent d'abord. Charité bien ordonnée commence par soi-même. Je me demande toutefois si M. Daviault laissera passer cette inexactitude qu'on a commise à l'égard de son oeuvre, inexactitude qui est aussi une faute de français: c'est une impropriété de terme qui pourrait fort bien être un anglicisme. Il est à parier que M. Daviault ne s'élèvera ni contre l'inexactitude de fait dont la Société royale s'est rendue coupable envers ses écrits ni contre la faute de français à laquelle la mention de l'attribution de ce prix a donné lieu. On ne pousse pas l'héroïsme du bon français jusque là.

Que les écrits de M. Daviault ne ressortissent pas à la littérature saute aux yeux de quiconque n'est pas de la Société Royale ou de quiconque a fréquenté quelque peu les dictionnaires français et les Belles-Lettres. Dans les manuels complets de littérature, peut-être ferait-on une petite place à M. Daviault parmi les érudits, dont les liens avec la littérature sont très lointains et très tenus. Ce n'est pas tout le monde qui écrit qui mérite le nom de littérateur; ce n'est pas tout ce qui s'écrit qui est littérature. Les catalogues de fautes, les glossaires, les vies aventureuses du baron de Saint-Castin n'appartiennent pas à la littérature; elles sont aussi éloignées des belles-lettres qu'un ouvrage sur la pigmentation l'est de la peinture. Songe-t-on à ranger Maximilien Toch, qui a écrit un ouvrage sur la chimie et la technologie des peintures, aux côtés de Modigliani, de Rousseau et de Chirico? L'idée est-elle jamais venue à quelque louftingue de couronner l'oeuvre de Toch par quelque prix de Rome? Il est vrai qu'en anglais on met le mot "literature" à toutes les sauces: "literature on children's toys, literature on carpets"; en français, un tel usage est abusif. Je laisse à M. Daviault le soin de décider si la faute de français qu'on a commise en parlant de ses écrits est, en plus d'une impropriété de terme, un anglicisme. Sa littérature se rapproche-t-elle de la "literature on carpets"?

Peut-être M. Daviault a-t-il fait savoir à la Société Royale dont il fait partie qu'il est directeur d'une revue qui, elle, est littéraire. Ce directorat lui a donné le droit de promener dans les salons du tout Ottawa "littéraire" sa personne de traducteur et d'y statuer hautement sur le bon goût en peinture, en musique et en poésie. Lui vaudra-t-il un prix en plus? Aurait-on eu idée de couronner Alfred Vallette, directeur du Mercure de France, prince des poètes? Chaque société crée à sa taille les grands hommes qu'elle mérite. Pierre Daviault, prince des littérateurs et Françoise Gaudet-Smet, poétesse, sont vraiment à notre mesure.

M. R.

OPINIONS PERSONNELLES

M. Gérard Filion devait parler des grèves de France, c'était fatal; plus précisément, c'était inévitable. Les grèves sont un de ses sujets de prédilection.

Une grève de quatre millions de travailleurs suggère donc à M. Filion de fortes pensées où il est question de pêche à la ligne et de chasse au lapin (*Le Devoir*, 15 août).

Nous avons voulu connaître autre chose que l'opinion de M. Filion sur

les grèves de France. Heureusement, *Le Devoir* nous a servi lui-même par d'excellents articles de M. Pierre de Grandpré, collaborateur régulier, qui est un esprit nuancé et qui est depuis de nombreuses années sur les lieux. La confrontation des deux collaborateurs a donné quelque chose comme le tableau suivant de littérature comparée:

M. Filion

"A voyager à travers la France, on n'a pas l'impression d'un pays pauvre, encore moins en décadence. La campagne, les villages, les villes de province, reflètent l'aisance, la santé et le plaisir de vivre."

"Le seul mendiant de France, c'est l'Etat."

M. de Grandpré

"Des millions de petits fonctionnaires dont le salaire très souvent, n'excède pas 30,000 francs par mois (soit 20 ou 25 dollars par semaine; n'est-ce pas inimaginable?) sont excédés d'être toujours l'objet des économies d'un Etat écrasé sous les charges et chiche de ses derniers, du moins à leur égard."

(*Le Devoir*, 3 septembre)

"Et je ne suis pas loin de croire que l'épidémie de myxomatose, qui est en train d'exterminer les lapins de France, aura plus de répercussions profondes sur l'économie du pays et la santé morale du peuple français, que le feu de prairie qui court depuis quelques jours sur le pays."

"La chaîne de grèves illimitées qui immobilisent en ce moment la vie du pays se compare en ampleur aux troubles sociaux de 1936."

(*Le Devoir*, 28 août)

"Les motifs invoqués pour le déclenchement des grèves actuelles nous paraissent futiles. Paralyser l'économie d'un pays parce que le gouvernement projette de réduire le nombre des fonctionnaires et de porter de soixante à soixante-deux ans l'âge de la retraite, ce n'est pas sérieux."

(Pour être honnête, il faut ajouter que M. Filion dit ensuite qu'il s'agit probablement de la goutte qui a fait déborder le vase. Mais le ton de l'article, qui reste le même, en dit plus long que cette petite précaution stratégique sur les arrières.)

M. de Grandpré cite "*L'Action Catholique ouvrière*":

"Les conditions de vie des travailleurs sont devenues de mois en mois plus précaires. La misère règne dans un grand nombre de foyers ouvriers, tandis qu'un petit nombre d'enrichis et de jouisseurs étalent un luxe insolent."

Et nouvelle citation:

"C'est pourquoi, organisme de l'Eglise catholique et, en tant que tel, ayant, comme le Christ, pris le parti des petits et des humbles, nous saluons très fraternellement tous nos frères chrétiens ou non qui avec nous combattent pour la justice."

Et M. de Grandpré ajoute:

"Ces grèves ont reçu l'appui ecclésiastique sous plusieurs formes."

(*Le Devoir*, 3 septembre)

"Les syndicats cherchent dans l'action politique un dérivatif à leur déception sur le plan professionnel."

"Mais en réalité, il est manifeste qu'il s'agit d'une action revendicatrice profonde et motivée, dans laquelle les inspirateurs politiques de la C.G.T. — on sait quels ils sont — n'auront joué en définitive qu'un rôle de second plan."

P.V.

HYPOTHESES

Un metteur en scène montréalais a eu, récemment, une idée de génie: monter *le Bourgeois gentilhomme* à la montagne, avec M. Camillien Houde dans le rôle titre.

M. Houde a-t-il été approché? Nous l'ignorons encore. Nul doute pourtant que le spectacle serait un immense succès si l'entreprise allait réussir.

Et l'incident, avant même de se produire, donne déjà à réfléchir. Songez en effet aux perturbations sociales qu'a créées dans notre milieu l'absence, au matin du siècle, de divertissements organisés.

Supposez par exemple que le théâtre ait existé, vers 1910, à Montréal. M. Houde aurait fait, de toute évidence, une étonnante carrière de comédien. Et peut-être aurions-nous aujourd'hui une administration municipale à peu près convenable.

Autre exemple: si friands qu'aient été nos grand'pères des spectacles sous la tente, jamais carrière de cirque ne fut facile pour les Canadiens français. Mais supposez le contraire: imaginez par exemple que M. P.T. Barnum se soit nommé Jean-Baptiste Lalancette, natif de Saint-Zénon. M. Duplessis aurait triomphé comme aboyeur (Entrez voir une femme à barbe familiale, sociale, nationale!) et nous aurions encore en Québec un régime à peu près démocratique.

M. Alexandre Taché serait-il président de la Chambre s'il avait existé dans sa jeunesse des boites de nuit? Tout concourt à nous convaincre de la négative. Je parie volontiers qu'un emploi de M.C. (celui qui présente les numéros payés par le patron et ne laisse parler personne d'autre) l'aurait séduit dès son adolescence. Et l'opposition parlementaire aurait à l'Assemblée législative quelque chance de s'exprimer.

On peut supposer aussi avec quelque vraisemblance que les match de luttes avec scénarios préparés d'avance, tels que nous les révèle la télévision, auraient fourni un emploi idéal à M. Antonio Barrette. Ils sont en effet beaucoup plus faciles à arbitrer que les conflits du travail, à cause de quelques têtes fortes, principalement syndicales, qui refusent de se laisser battre dans les délais prévus, et causent ainsi au ministre du Travail un tort certain.

De même, dans l'hypothèse d'un art dramatique commercialement rentable, on peut prendre pour acquis que des maisons de retraite pour vieux histrions auraient été créées en temps opportun, ce qui nous vaudrait aujourd'hui un Conseil législatif moins congestionné.

Mais hélas! tout le monde sait que les choses se sont passées tout autrement. Et ce n'est pas au théâtre que M. C.D. Howe exerce son talent de souffleur mais auprès d'un Géronte bien réel et investi des plus hauts pouvoirs.

G. P.

Chronique du temps perdu

Jeux interdits

A la menace permanente de la mort, l'homme ne cesse d'opposer un même recours: l'affirmation irréductible de la vie. A l'épouvante, il s'efforce de substituer sa foi dans la survie de l'esprit ou son espoir dans le bonheur humain. Mais dans les temps où l'épouvante devient le pain quotidien de la conscience, il est tenté d'abandonner son vieux rêve de durée. Sans consentir à la mort, il désespère d'en triompher; la dignité et le courage dans la fatalité lui tiennent lieu de foi et d'espoir; il se tourne de nouveau du côté de la vie, mais d'une forme primitive, immédiate, exaltée, héroïque et peut-être inutile de la vie pour laquelle n'existe pas d'avenir. Ce fut la tragédie commune à des milliers d'Européens durant ces dernières années de guerre. De cette tragédie la littérature et le cinéma ont fait un impressionnant inventaire.

L'enfance, elle aussi, a trouvé le temps de l'épouvante. Mais l'expérience de la mort et de la conscience lui fut épargnée: elle s'est jouée en marge de son royaume, qui est celui de l'imagination. Car l'enfance n'attend rien de l'avenir, et ne connait rien de l'espoir des hommes. Elle n'a point cessé de vivre hors du temps, même emportée par l'incompréhensible tragédie de l'histoire. Même atteinte par le malheur, elle a continué d'inventer la vie, et rien ne lui a paru plus naturel que de transformer la mort, de jouer le jeu grave et merveilleux de la mort devenue, pour elle aussi, son pain quotidien.

C'est là le thème des admirables JEUX INTERDITS de Clément. Il ne paraît pas essentiel que cette oeuvre cinématographique, si profondément située dans l'histoire, porte sur elle un témoignage, et même un jugement accablants. Sa saisissante nouveauté, son irrécusable vérité sont ailleurs; et c'est hors de l'histoire qu'il faut les chercher: dans le monde même de l'enfance, d'une enfance qui va réinventer le vrai sens de la mort.

L'expérience de la mort est au centre des JEUX INTERDITS, parfaitement reconnaissable et intelligible à qui sait en lire la genèse. Ainsi la guerre a fait apparaitre dans notre civilisation une nouvelle face de la mort: celle de la destruction appliquée aux collectivités, et dans laquelle l'homme perd toute identité personnelle. L'oeuvre de mort obéit à un mécanisme précis qui remplace le jeu incertain des forces de l'homme. Ce n'est plus la fatalité, mais l'engin de guerre qui préside à la mort. Muette d'épouvante ou frappée de stupeur, la face de Méduse efface

toute souffrance sur le visage humain. Devant l'événement, l'homme sent qu'il a perdu le sens du sacré dans la mort, ce caractère d'achèvement, d'accord profond avec la vie, qu'elle avait depuis le début du monde. Il éprouve la corruption des valeurs pour lesquelles il acceptait de mourir, mais ne consent pas à mourir sans justification. Aussi sa révolte est-elle parfaitement désespérée parce qu'elle a pris conscience d'une rupture irréparable entre la mort et la dignité, entre sa propre mort et sa justification.

Les enfants ont été témoins de cet enseignement. Ils ont vu l'homme de guerre semer l'épouvante et l'homme de paix provoquer la dérision. Ils ont appris de la mort qu'elle était un événement ordinaire, et qu'on pouvait mourir sans y croire. Mais ils ne pouvaient pas comprendre que personne ne respectait plus la règle du jeu, et que cette occupation sacrilège profanait le mystère même de la mort, et que les hommes rompaient le dialogue entre les vivants et les morts. Aussi ont-ils naturellement inventé, dans leur imagination d'enfants, de rendre aux morts leur culte, et ils ont commencé de jouer aux fossoyeurs. Mais pour être sérieusement fossoyeurs, — car les enfants sont dans leur inconscience terriblement sérieux et conséquents — il faut un cimetière et des croix; il faut surtout des cadavres, et pour trouver des cadavres, devenir des meurtriers. Dans leur naïveté, ils refont avec une logique implacable tous les gestes que les hommes leur ont enseignés — ces hommes qui aujourd'hui négligent leur devoir de fossoyeurs, et demandent aux enfants d'achever la besogne de la destruction.

Mais les enfants font jusqu'au bout leur métier de fossoyeurs. Obsédés par la réalité de la mort, et plus encore par le déshonneur de la mort, les deux enfants de JEUX INTERDITS vont recréer en imagination un monde de ténèbres où va s'accomplir le mystère du sacré. Ils sont les ministres du sacré et obéissent à un rite presque religieux: voyez-les cacher sous leur blouse des cadavres d'oiseaux, inhumer leurs petits corps raidis dans le cimetière du vieux moulin, fabriquer et voler des croix pour assurer le culte de leurs morts. Ils forment un pacte pour respecter la règle du jeu, et préserver des grandes personnes qui n'y comprennent rien, le merveilleux de leur monde enfantin. Mais leur innocence et leur gravité rachètent le geste des hommes qui font la guerre; leur sacrifice sauve de la corruption la vérité de la mort. Car la mort a retrouvé son sens et sa dignité, son goût de larmes et son poids de souffrance humaine; elle est enfin redevenue naturelle et compréhensible aux enfants. Le dialogue a repris entre les vivants et les morts. La vie recommence à battre. Ce n'est pas encore l'espoir, ni même la foi, mais une forme imprécise de l'amour qui s'ébauchait dans la fraternité des deux enfants.

Ce film terrible n'est point si clair que j'essaie de le comprendre. Clément a conçu et achevé son oeuvre dans le registre très incertain de

l'intuition artistique, et lui a donné le langage poétique mais ambigu d'une allusion constante à l'expérience humaine que transfigure le jeu des enfants. Mais l'oeuvre est moins un effort de symbolisme qu'un essai de création directe et vivante. Si JEUX INTERDITS nous introduit dans l'univers de l'enfance, c'est avec une discrétion infinie, un respect total de sa vérité et de son mystère. Ce drame de l'imagination demeure inexprimable; et si la genèse psychologique de la tragédie frappe par son évidence et sa nécessité la sensibilité du spectateur, son contenu intellectuel n'en résiste pas moins aux claires propositions de l'esprit ou du langage. Aucune métaphysique, aucune religion ne vient justifier le drame. Tout se joue à l'échelle humaine, dans la vie immédiate, et c'est pourquoi la réalité nue, dense, obscure et infiniment riche du monde enfantin s'exprime avec une telle force de persuasion. Jusqu'à la fin, Clément a respecté cette loi de l'innocence et de l'intuition qui était celle de ses personnages.

JEUX INTERDITS n'est pas un film noir, mais une oeuvre d'une extrême gravité. Pour le comprendre, il suffit d'avoir lu LE GRAND MEAULNES. Le rapprochement des deux oeuvres éclaire avec violence la vérité du temps humain de l'enfance — dont nous avions peut-être perdu jusqu'au souvenir.

Maurice BLAIN

La vieille mendiante

Il faut toujours accorder le bénéfice du doute et laisser croire aux gens qu'ils sont meilleurs qu'ils ne l'imaginent. Pour qui est l'objet d'un pareil égard, c'est le secret de l'amour de soi. Se voyant ainsi endimanché dans le coeur d'autrui quand son propre coeur a les mains sales, vous nous avez dit, Claudel, que l'enfant "devient tout rouge et se met bravement à sourire afin de ne pas pleurer". Un vieux comme vous imaginerait sa vie manquée et voudrait, dans le peu de temps qu'il lui reste, la refaire. Mais une petite vieille, qui n'a plus la fierté de l'enfant et n'aura jamais les illusions charmantes des vieux, tout simplement, se met à pleurer. J'en ai été hier l'auteur involontaire et le témoin.

Je montais la rue Amherst du pas mauvais de celui qui va prendre son autobus à la dernière minute. Avez-vous remarqué qu'il y a un plaisir inouï, aveuglant et ineffable à se donner un air pressé? C'est l'homme, qui ne s'appartient pas... Il entre en gare le collet relevé, l'oeil frileux, tenant à plein bras sa valise. Il commande son billet d'un poignet désabusé, fourre sa monnaie n'importe où, et tout à coup semble avoir oublié quelque chose. Il est important de sembler tout à coup avoir oublié quel-

que chose, et de fouiller dans toutes ses poches, et de consulter son carnet, et de refouiller dans toutes ses poches, pour permettre à la voiture de se mettre en branle. C'est alors le Moment. Dans un grand geste du paletot, notre aventurier des partances bouscule les préposés, saute les cables de garde et s'engouffre dans une énorme chose dangereusement en mouvement. Mieux que l'autobus, le train favorise ces embarquements rendus pénibles. Suivez encore notre homme de son coin de banquette au fumoir et du fumoir au seuil de ces marchepieds ouverts sur le vide où on voit si bien que le vacarme et la bourrasque ont leur mot à dire dans les révolutions. Les trajets les plus longs vous paraitront bien courts.

Je n'étais pas encore celui-là. Mais je rêvais à lui avec plus d'indulgence qu'en ce moment et il n'est pas dit... Toujours est-il que j'allais d'un pas rapide et soucieux. Comment se fait-il que venant en sens inverse et sans se placer devant moi elle m'ait, si misérablement calme, sans heurt, tiré de mon agitation, se soit accordée à mon rythme si aisément et qu'aisément je me sois accordé au sien? Pour moi, c'est une vieille sorcière...

C'était une vieille sorcière à cheveux tristes. Blanc jaunâtre. Maintenant qu'elle est partie, je voudrais appeler à moi quelque peintre pour fixer ses traits. Ses cheveux m'ont frappé: ils sortaient par touffes d'une espèce de châle, et ils sont dans mon souvenir extraordinairement gros et drus, comme on voit aux mortes. Elle n'était pas courbée, et en cela peu sorcière, mais droite, toute menue, semblable à une gamine sans âge. Elle parlait faiblement.

J'ai tout de suite eu la conviction qu'elle venait du bord de la mer. Ces diables de Gaspésiens n'ont pas d'âge. Trente ans, soixante ans, ils portent tous le même masque. Ils ont le vent dans la peau — et les cheveux ébouriffés de ma petite vieille, et sa voix éteinte par les brouillards accentuaient mon impression.

Pendant qu'elle parlait, sa tête se balançait de gauche à droite. Ma petite vieille avait de soudaines faiblesses de cou, telle les enfants qui se font chattes et qu'on ne voit pas venir... Elle disait n'importe quoi; les mots classiques: elle était pauvre, elle comptait sur la charité des gens comme moi, etc... Elle fermait les yeux, mais les avait dirigés vers moi avant de les rouvrir au beau milieu d'une figure en forme de soleil fatigué. Vous voyez un peu? Sur le coup je n'y ai pas pensé. Mais plus jeune, ma petite vieille, je me dis que j'aurais trop bien compris ce qu'elle voulait. Mais non, un pareil sourire, un pareil bercement de tête, un pareil filet de voix, et dans un moment, quand j'aurais su ce qu'elle demandait, une pareille crainte de "me déranger", décidément, si vous rencontrez tout ça sur une personne qui respire la misère et qui n'est plus jeune, et sur une seule personne, vous vous sentirez en confiance.

Alors, je me suis dit que ce ne pouvait pas être une vieille du coin. Je connais les vieilles du coin. Je lui ai demandé si elle venait de la campagne, d'avance enchanté qu'elle me réponde: oui, car j'ai toujours aimé les gens de campagne. Mais c'est une question qu'il ne faut pas poser. Du moins pas tout de suite. Si l'interrogé appartient à la ville, il se demandera si vous n'avez pas remarqué en lui des allures de rustaud. S'il vient pour vrai de la campagne, (l'autre aussi vient pour vrai de la campagne mais il ne s'en souvient pas souvent), s'il appartient à la campagne, il ne comprendra pas votre attachement à la terre car le paysan n'est généralement pas glorieux de sa condition et souvent il convoite la vie étouffée des faubourgs. Pour cette raison, il se sent inférieur aux gens des villes. Une question comme la mienne lui fait sentir son infériorité.

Ma petite vieille ne m'a pas menti: elle m'a répété qu'elle était pauvre, et qu'elle cherchait du travail, et qu'à son âge on avait bien de la mi-

sère à trouver du travail. Est-ce que je ne savais pas où se trouvait l'hôpital St-Luc? Ça ne lui faisait rien de ne rien gagner d'autant qu'elle aurait un coin pour dormir. Ici, elle a dû modeler son indicible sourire édenté.

Hélas! je sais qu'il y a un hôpital St-Luc et au coeur de quel brouhaha se trouve l'hôpital St-Luc. Nous sommes au coin des rues Amherst et Demontigny. Comme ma vieille arrive de la campagne, je lui demande si elle sait où se trouve la rue St-Denis. Elle me répond qu'elle compte sur la générosité de l'hôpital St-Luc. C'est dans sa logique. Je ne m'en offusque pas. Je suis un obsédé de la clarté. Si par malheur je dois expliquer quelque chose, je m'applique d'abord à réduire à néant l'intelligence de l'autre. Il faut tout d'abord qu'il ne comprenne rien à rien.

Ainsi donc je me lance à même l'air dans un dessin de notre coin de la ville. Les rues Amherst et St-Denis, dans le même sens depuis la rivière des Prairies jusqu'au fleuve. La rue Ste-Catherine... Alors elle s'approche encore et me dit très bas qu'elle n'a pas mangé depuis la veille au soir.

Les petits vieux, j'ai fini de les croire. Quand ils n'ont pas cassé une croûte depuis deux jours, ordinairement, c'est qu'ils ne se sont pas frictionné le gosier depuis deux heures. Je vous en conjure, au lieu de leur donner de l'argent, amenez-les chez le boulanger. Bien souvent, ils trouveront le chemin trop long, ils auront des rhumatismes... Ce sont de vieux malins. Si vous êtes sensibles à la malice, c'est bien, récompensez leur génie inventif. Ayez égard à la malice, non à leur appétit.

Mais une vieille...

On ne discute pas avec une vieille. Un vieux trente sous? Elle m'avait demandé un billet de tramway... Un vieux vingt-cinq cents, ou encore toute la menue monnaie qu'on trouve en tâtant au fond de ses poches, en écartant entre le pouce et l'index les grosses pièces. Généralement, je discute ainsi. Mais hier, je ne sais pas pourquoi, cette idée de triage ne m'est absolument pas venue. Je savais que j'avais un billet d'un dollar dans ma poche. C'était la première mendiante que je rencontrais de ma vie. J'étais heureux qu'elle ait écouté mes explications. Sans l'ombre d'une hésitation, (et c'est cela qui a dû l'impressionner si fort) je le lui ai donné. Discrètement, car on a honte de faire l'aumône. Je ne comprends pas le pharisien de l'Evangile qui sonnait la cloche pour verser son argent aux pauvres.

Je me souviens qu'elle a fait très exactement la même grimace que l'enfant à qui le médecin fait mal et qui est sur le point... Le médecin, c'est un étranger. On ne pleure pas devant les étrangers. Elle est partie très vite.

J'avais été discret, mais le gros du coin, l'éternelle tête de boucher, nous surveillait. Quand je suis arrivé près de lui, il m'a dit que c'était une vieille ivrognesse et qu'elle racontait la même histoire à tout le monde depuis dix ans. Ensemble, nous avons suivi la vieille des yeux. Elle s'est retournée, comme à la dérobée. Elle avait le geste ramené de Tarcisius.

La veille au soir, j'avais rencontré un mendiant d'un certain âge. A quelques pas de moi, il a levé très haut la main, les yeux effarouchés. Vous faites assez spontanément un geste de recul... Il s'est écrié: "My hand! My hand!" Il avait tous les doigts coupés. Il voulait un peu d'argent. Il m'avait effrayé, il m'avait fait honte. Je lui ai dit de ne pas déranger comme ça les gens.

Je pensais à lui après l'aventure de ma vieille. Alors, vous entrez en gare très correctement, comme tout le monde, et vous évitez de prendre des poses d'aventurier.

J. G. B.

V O I C I

un moyen facile, pour nos lecteurs, d'aider à la diffusion de *Cité libre.* En plus du coupon d'abonnement qui apparaît au haut de la page 56 et qui veut vous faciliter votre abonnement ou réabonnement personnel, vous trouverez, au bas de la même page, une fiche de "signalement".

Nous vous demandons seulement d'y inscrire le nom et l'adresse d'un ami ou d'une connaissance à vous, susceptible de s'intéresser à la revue.

Promesse vous est faite par les présentes que nous ne ferons auprès des personnes ainsi "signalées" qu'une approche discrète, polie, nullement susceptible de les ennuyer.

Et votre nom ne sera pas mentionné, même si vous l'indiquez sur l'enveloppe dans laquelle vous nous retournez la fiche.

M E R C I

BULLETINS D'ABONNEMENT

A remplir et à adresser à
CITÉ LIBRE
C.P. 10, Montréal 34. Date: ....

Veuillez, s.v.p., recevoir du soussigné la somme de $2.00 pour un abonnement à 4 numéros de "CITE LIBRE" à partir du numéro ....

Au nom de: ....

☐ S.V.P. adresser à l'abonné une carte de souhaits.

Signée: ....
....
....

Adresse: ....
....

Soussigné: ....

Adresse: ....
....

FICHE DE "SIGNALEMENT"

Voici le nom et l'adresse d'une personne susceptible, à mon avis, de s'intéresser à Cité Libre. Veuillez lui adresser à ce sujet les renseignements d'usage.

M. ....

Rue ....

Ville ....



CITÉ LIBRE

Vol. III — No 8 Novembre 1953

Rédaction: 5230 avenue Byron, Montréal.

Administration: C.P. 10, Station Delorimier, Montréal (34).

Abonnement: 4 numéros, $2.00.